

PALESTINE – SOLIDARITÉ

<http://www.palestine-solidarite.org>

L'information est une arme au service de la paix. Sa diffusion est un acte de résistance
Dénoncer ne suffit plus, il faut expliquer, informer, transmettre
Les médias occidentaux dans leurs larges majorité ont de tout temps accepté les versions de l'armée
israélienne et fermant les oreilles aux autres sources.

Journal de Palestine Témoignages

N° 519 du 03.04.2010

Par M. Lemaire

Ps : Avant de vous lancer dans la lecture du journal, noter ceci: Ne soyez pas surpris d'entendre Sharon & consort parler de résistants, en lieu & place de terroristes : j'ai programmé mon ordinateur dans ce sens.

2 Ps : L'ordinateur ne corrige pas lorsque je parle d'action terroriste des occupants.

Vous retrouverez ce journal

a) sur mes blog : <http://www.dhblogs.be/categories/International.html>

<http://www.lalibreblogs.be/categories/International.html>

b) sur le site : www.palestine-solidarite.org à cette adresse : http://www.palestine-solidarite.org/Journaux_Palestiniens.htm

c) sur le site de Robert Bibeau : <http://www.robertbibeau.ca/palestine.htm>

NB : Si vous voulez-me contacter ou obtenir le Journal par mail une seule adresse : fa032881@skynet.be

Le signe # veut dire : important (à nos yeux)

Sommaire

Tiré a part

'Nous ne permettrons pas à nouveau de voir des enfants terrorisés dans des abris'

1 Déclaration, **courrier des lecteurs** & témoignage

1-1 Sylvain Mouillard: «Ils ont 15 ans et veulent en découdre avec les soldats israéliens».

1-2 Eva Bartlett : Violence aveugle.

1-3 Témoignage: 'En Israël on ne loue pas aux arabes'.

1-4 Daniel Vanhove : Pitoyable ploutocratie européenne...

1-5 Salah Hamouri : Enfants et prisonniers mais Palestiniens ...

1-6 Amir, dix ans, enlevé dans son lit par les soldats israéliens.

1-7 L'étranglement du peuple palestinien, ce n'est pas du cinéma.

1-8 Un état constitué d'un bantoustan gazaoui et d'un bantoustan cisjordanien n'allant même pas jusqu'au Jourdain.

1-9 Des manifestations à An Nabi Saleh (près de Ramallah) ont tourné à la violence.

1-10 Saleh Al-Naami : S'adapter aux calamités ?

1-11 L'union des Oulémas appelle au Jihad sous toutes ses formes pour sauver AlAqsa.

1-12 Jonathan Cook : Le déclin d'Israël et les perspectives de paix.

1-13 Khalid Amayreh : Les Occidentaux sont entrés dans une phase de déni de la réalité coloniale en Palestine.

2 Annexe

2-1 "Les frontières de 1967 demeurent la référence de base".

2-2 Colonisation à Jérusalem-est: les condamnations pleuvent sur Israël.

2-3 Israël défend le droit d'arrêter les étrangers en Cisjordanie !!!

2-4 Maintenir l'impunité d'Israël : complicité de crime.

3 Pièce jointe

Tiré a part

'Nous ne permettrons pas à nouveau de voir des enfants terrorisés dans des abris'

02-04

Extrait

Des avions israéliens ont mené, vendredi 2 avril, six attaques aux missiles sur la bande de Gaza, causant des dégâts et blessant trois enfants, ont rapporté des témoins et des responsables palestiniens.

Trois des raids ont visé un secteur à l'ouest de Khan Younès, dans le sud de l'enclave palestinienne, sans faire de blessé. Deux missiles ont touché un camp de gardes des Brigades Ezzedine al-Qassam, la branche armée du Hamas.

Un quatrième raid a détruit un atelier de mécanique dans le camp de réfugiés de Nusseirat (centre de la bande de Gaza).

Enfin, les chasseurs israéliens ont mené deux autres raids contre des objectifs à l'ouest de la ville de Gaza, dont une petite usine de produits laitiers dans le quartier de Sabra, qui a été complètement détruite, selon des témoins. Des hélicoptères sont intervenus et ont attaqué à deux reprises le camp de réfugiés de Nusseirat, détruisant une fonderie de métal.

Une porte-parole de l'armée israélienne a confirmé les attaques, précisant qu'elles visaient deux usines de fabrication d'armes et deux caches d'armes, en représailles à un tir de roquette palestinien, jeudi, sur le territoire de l'Etat juif. Tir qui n'a pas fait de victime, et n'a été revendiqué par aucune faction palestinienne.

'Si les tirs de roquettes contre Israël ne cessent pas, il semble que nous allons devoir élever le niveau de notre activité et intensifier nos actions contre le Hamas', a déclaré le vice-Premier ministre israélien Sylvan Shalom, après ces frappes.

(Vendredi, 02 avril 2010 - Avec les agences de presse)

<http://www.aloufok.net:80/spip.php?article1664>

1 Déclaration, courrier des lecteurs & témoignage

Ndlr : PS : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

1-1 Sylvain Mouillard: «Ils ont 15 ans et veulent en découdre avec les soldats israéliens».

Le processus de paix entre les deux parties est-il mort ?

Les images sont connues. Des manifestants palestiniens, souvent très jeunes, visages couverts, jetant des pierres sur des soldats israéliens.

Ces scènes se sont produites ce mardi à Jérusalem-est, dans un climat de tension grandissant. Vendredi, le ministre de la Défense israélien Ehud Barak annonçait en effet un bouclage total de la Cisjordanie. Depuis, la situation s'est nettement tendue.

Les Palestiniens manifestent notamment pour «la défense de Jérusalem», au cœur des frictions avec Israël. Ils protestent en particulier contre l'inauguration de la synagogue historique de la Hourva, reconstruite dans le quartier juif de la Vieille ville et perçue comme une nouvelle provocation israélienne.

Julien Salingue, enseignant et doctorant au département de sciences politiques de l'université Paris 8 de Saint-Denis, analyse les facteurs de la mobilisation.

Un climat général pesant

«La colère se cristallise autour des déclarations de Netanyahu sur les 1600 nouveaux logements à Jérusalem-Est, mais on ressent quelque chose de beaucoup plus profond au sein de la population palestinienne», explique Julien Salingue.

Pour le chercheur, «la colère montait depuis quelques semaines à Jérusalem et dans d'autres villes de Cisjordanie, avec des manifestations régulières. Deux villages symboliques du nord de la Cisjordanie, Bilin et Nilin, sont déclarés "zone fermée" par les Israéliens tous les vendredis, ce qui déclenche des manifestations».

Qui manifeste ?

Des incidents (jets de pierres, tirs de grenades assourdissantes et lacrymogènes, de balles caoutchoutées) ont été rapportés dans plusieurs lieux de Cisjordanie, notamment dans le camp de réfugiés de Choufat et dans le quartier arabe d'Issawiyeh.

«C'est toute la jeunesse des camps de réfugiés qui sort. Ils ont entre 10 et 15 ans, et veulent en découdre avec les soldats israéliens», analyse Julien Salingue, qui réfute toute «récupération politique». «Le mouvement qui est en train de naître ces dernières semaines n'est contrôlé par personne. Il n'y a plus de parti ou de factions dans le paysage politique palestinien qui puisse de toute façon prétendre le faire.»

Julien Salingue voit plusieurs analogies avec la situation en 1987 et 2000, lors des deux premières Intifadas: «On a la même répression, la même impasse sur le plan diplomatique. La deuxième analogie, c'est d'un point de vue générationnel. Comme par le passé, le soulèvement est le fait de gens très jeunes. Les personnes qui manifestent aujourd'hui n'ont connu que l'occupation. Leur colère traduit une absence totale de perspectives.» «En revanche, en 1987, il y avait une organisation très structurée, autour de comités locaux dans les villages, dont on est très loin aujourd'hui. Le mouvement national palestinien est en état de décomposition», nuance-t-il.

troisième Intifada?

Moussa Abou Marzouq, le chef-adjoint du bureau politique du Hamas, a déclaré depuis Damas que «l'Intifada (soulèvement, nldr) doit bénéficier de la participation de toute la société palestinienne». Des milliers de Gazaouis ont aussi participé à «une journée de la colère» pour dénoncer l'inauguration de la synagogue de la Hourva. Pourtant, comme l'explique Julien Salingue, «une organisation politique ne peut pas décréter l'Intifada. Celle de 1987, considérée comme la référence, est née d'en bas, dans les camps de réfugiés. En septembre 2000, c'était la même chose. On a assisté à une explosion populaire dans les territoires palestiniens». Si «le Hamas a tout intérêt à apparaître comme l'organisation qui prépare le soulèvement, il ne peut en aucun cas être vu comme étant à l'origine de ce mouvement», analyse-t-il.

Pour l'instant, note le chercheur, «il est trop tôt pour dire qu'on est passé à un stade supérieur. Mais les événements d'aujourd'hui peuvent être le déclencheur d'un mouvement plus profond, notamment s'il y a un mort palestinien dans la rue au cours des prochains jours». Un responsable de la police israélienne a quant à lui déclaré que ces heurts ne s'apparentaient pas à une «troisième intifada», disant espérer «un retour à la normale dimanche».

Comment expliquer cette radicalisation?

Le chercheur décèle trois facteurs. «La colonisation continue, ce qui signifie des expropriations et des limitations de déplacements. Il n'y a pas non plus de véritable embellie économique dans les territoires palestiniens pour la très grande majorité de la population. Enfin, la rue palestinienne accorde très peu de confiance à un processus négocié. Il y a un décalage flagrant entre la rhétorique diplomatique et ce qui se passe sur le terrain.»

Sylvain Mouillard

16/03/

<http://www.liberation.fr/monde/0101624928-ils-ont-15-ans-et-veulent-en-decouvrir-avec-les-soldats-israeliens?xtor=EPR-450206>

Cet article peut être consulté ici : <http://juliansalingue.over-blog...>

1-2 Eva Bartlett : Violence aveugle.

Ce fut une violence absurde, aveugle, gratuite contre les fermiers et leurs espérances. Le bulldozer a écrasé les cultures de haricots et d'oignons, roulant en zigzag à travers champs. Des pans de terre ont été détruits par les lames des bulldozers de l'armée, à l'aveuglette : le blé qui, s'il n'est pas passé au bulldozer, fera un mètre de haut lorsqu'il sera mûr, a été épargné, mais les haricots et les oignons qui étaient à hauteur de mollet, ont été fauchés, pas totalement, mais de façon si insultante.

La centaine d'oliviers qui avait échappé au massacre israélien de Gaza pendant l'hiver 2008-2009 et avant et après les invasions militaires sont partis cette fois sous les roues des quatre bulldozers et des 3 chars.

Les chenilles ont craché la terre en lourdes mottes, qui ne pourront pas être retravaillées cette année, qui seront difficiles à aplanir l'an prochain dans ce secteur (proche, mais pourtant en dehors des 300 mètres de zone interdite imposée par Israël, la « zone tampon ») où les tracteurs craignent d'aller et qu'ils quittent au premier tir des forces d'occupation.

Abu Taima est catastrophé, abattu, aujourd'hui. Toujours digne, dans son costume gris, toujours droit et glorifiant la terre... mais pâle, ça l'a rendu malade, dit-il, d'imaginer et finalement de voir la destruction de sa terre.

Nous avons commencé notre triste marche, constatant les effets des engins militaires sur une terre fraîchement labourée et semée. Encore d'autres tuyaux d'irrigation écrasés et sectionnés, rares et chers dans une Bande sous siège total depuis 1.000 jours (depuis juin 2007, bien qu'en fait le siège ait commencé à l'élection du Hamas). La journaliste israélienne Amira Hass dit que le siège a débuté peu de temps après les accords de "paix" d'Oslo). Nous trébuchons sur les monticules de terre sculptés par les chenilles des chars. Nous voyons le « sabre », ce cactus résilient qui pousse au bord des routes et reparaît après chaque invasion, et qui met des années à recouvrir son ancienne gloire et à redonner des fruits. Il gît, aplati, écrasé entre les traces des chenilles du bulldozer. Il fera peut-être un bon combustible, mais c'est le long des routes qu'il prend toute sa valeur, vigoureux, accueillant les petits oiseaux qui voltigent au-dessus de lui, chantant la vie dans les endroits les plus improbables : le cactus lui-même et les régions frontalières de Gaza sous occupation.

Nous voyons la terre brûlée au milieu des lentilles et des haricots, les spirales des traces des chenilles du bulldozer serpentant au milieu des champs d'oignons attaqués.

« Cinquante dunams de terre détruits, » dit Abu Nasser Abu Taima.

[Le PCHR confirme.](#)

Eva Bartlett :

08-03

Source : [In Gaza](#)

Pour [Voir cliquer ici les photos de la barbarie sioniste en action.](#) : <http://ingaza.wordpress.com/2010/03/07/random-violence/>

1-3 Témoignage: 'En Israël on ne loue pas aux arabes'.

Les familles Zakai et Tarabin pourraient être l'image même de la coexistence pacifique entre les peuples, un modèle à imiter en Israël.

Mais Natalie et Weisman Zakai racontent que ces trois dernières années - depuis que le couple juif proposa de louer sa maison à des amis bédouins, Ahmed et Khalas Tarabin - ont été un véritable enfer.

«J'ai toujours aimé Israël!», déclare Mme Zakai, 43 ans. "Mais la découverte de l'intensité du racisme de nos voisins (juifs) m'a fait m'interroger sur la raison de notre présence dans ce pays».

Trois des six chiens du couple ont été mystérieusement empoisonnés, la voiture de Mme Zakai a été taguée avec les mots "amoureux des arabes" [arab lover] et ses fenêtres brisées; ses trois enfants à l'école sont régulièrement insultés et victimes d'intimidation par d'autres élèves, et une collection de voitures anciennes dans la cour de la maison a été détruite dans ce que la police a désigné comme un incendie volontaire.

En plus de ce harcèlement, les Zakaï ont dépensé des milliers de dollars dans un combat judiciaire de trois ans contre les élus de leur commune de Nevatim, dans le sud du Negev, qui ont juré d'empêcher les Tarabin d'emménager dans la maison.

La semaine dernière, la procédure judiciaire intentée par les Zakaï paraissait sans espoir. La Cour suprême a dit aux deux familles que les Tarabins devraient soumettre leur demande à l'approbation d'un comité de responsables locaux pour évaluer leur aptitude à vivre dans cette commune (une exigence unique dans l'histoire pour la location d'une maison).

"La décision de la commission est connue d'avance", a déclaré M. Tarabin.

Les chances pour que des Juifs et des Arabes vivent ensemble - en dehors d'une poignée de villes - sont à peu près nulles parce que la ségrégation est stricte dans les communes rurales, a déclaré Alaa Mahajneh, un avocat représentant la famille Zakai.

Israël a nationalisé 93% du territoire du pays, en confinant la plupart de ses 1,3 millions de citoyens arabes, un cinquième de la population, dans environ 120 communes qui existaient déjà au moment de la création de l'Etat en 1948.

Dans le même temps, plus de 700 communes rurales, y compris Nevatim, sont restées exclusivement réservées aux juifs, en exigeant que toute personne qui veut y acheter une maison se soumette aux procédures de filtrage des comités locaux, qui sont utilisées pour éliminer les candidats arabes.

Mais M. Mahajneh, du centre juridique Adalah pour la minorité arabe, a noté que la justification légale pour une telle ségrégation était censée avoir pris fin il y a une décennie, lorsque la Cour suprême a soutenu la cause d'un ménage arabe, les Kaadan, qui s'était vu interdire de résidence par un comité local de Katzir, dans le nord d'Israël.

Bien que les Kaadans aient finalement été autorisés à déménager à Katzir, l'affaire n'a eu que peu d'effet positif pour les autres familles arabes.

En fait, dit M. Mahajneh, la décision concernant les Zakaï démontre que nous avons régressé.

Les Kaadans ont gagné le droit d'acheter une maison dans une communauté juive, tandis que la famille Tarabin ne cherche qu'une location à court terme de la maison des Zakaï.

Les Zakaï ont déclaré avoir été informés par les fonctionnaires de Nevatim, une communauté de 650 Juifs à quelques kilomètres de la ville de Beersheva, que cela ne serait pas un problème de louer leur maison.

Mme Zakai a présenté les cartes d'identité de Tarabin aux bureaux de la collectivité pour les formalités administratives de routine. "Lorsque je lui ai remis les cartes, l'employé a examiné la carte et dit: « Mais ils sont musulmans ».

Plus tard, selon Mme Zakai, le chef du conseil, Avraham Orr, a téléphoné pour leur signifier que pour venir s'installer, les arabes « devraient passer sur son cadavre ».

Mme Zakaï raconte que plusieurs semaines plus tard, deux hommes menaçants sont venus à leur porte pour les avertir de ne pas louer à des arabes. Peu après, 36 voitures appartenant à la société de location de véhicules de Mr Zakaï ont été incendiées.

Puis, sans avertir les Zakaï, les autorités locales de Nevatim sont allées voir un tribunal local pour obtenir une ordonnance les empêchant de louer leur maison. Le couple se bat contre cette décision depuis ce jour.

M. Mahajneh raconte que les Tarabin ont dû accepter une série de clauses extraordinaires rajoutées par la localité de Nevatim sur leur contrat de location, y compris des certificats de bonne conduite de la police, l'engagement de partir au bout d'un an, et un accès limité au vaste terrain de la maison.

Mais cela ne suffisait à calmer le mécontentement des fonctionnaires de Nevatim, qui ont insisté pour que les Tarabin se soumettent à un interrogatoire mené par un comité d'examen des candidatures, pour en évaluer la pertinence. Bien que 40 autres maisons de Nevatim soient louées, raconte M.

Mahajneh, les témoignages d'anciens membres du comité de filtrage ont montré que c'était la première fois qu'une telle demande était faite.

«Il est vrai que quiconque achète une propriété dans Nevatim est censé être auditionné par le comité, mais il n'y a aucune référence dans les statuts de la communauté pour que cette condition s'applique aux locations», a déclaré M. Mahajneh.

En 2008, un juge du tribunal de district de Beersheva a annulé cette nouvelle condition, arguant que qu'elle serait

«déraisonnable et non objective ».

Les juges de la Cour suprême ont cependant pris le parti de Nevatim dans leurs conclusions finales le 10 mars.

Mme Zakai explique qu'ils avaient proposé de louer leur maison aux Tarabin après que la maison du couple fut brûlée dans leur village au début de 2007, tuant un de leurs 10 enfants. Les Tarabins ont vécu depuis chez des parents, incapables de s'offrir une nouvelle maison et désireux de s'éloigner du lieu du drame.

M. Tarabin, 54 ans, a déclaré: «Je voulais que Khalas (sa femme) puisse se reposer et guérir et ce lieu aurait été parfait pour elle. La maison a un grand terrain que nous aurions pu garder pour nous. Personne à Nevatim n'aurait eu à nous fréquenter s'ils ne le souhaitaient pas. »

Un résident de Nevatim qui s'est exprimé anonymement au journal Haaretz la semaine dernière, a suggéré des raisons à l'opposition de la communauté:

« Si demain toute la tribu Tarabin veut vivre ici et que nous ne les acceptons pas, que diront les gens? Le problème va commencer avec l'arrivée du premier, car après des dizaines d'autres familles voudront venir ici. »

Les liens étroits tissés entre les Zakaï et les Tarabin sont une chose rare en Israël. Le statut des juifs leur octroie des privilèges juridiques et économiques et la ségrégation dans les communes et l'hostilité provoquée par un conflit national plus vaste entre Israël et les Palestiniens font en sorte que les citoyens juifs et arabes ne se mélangent pas.

Mais M. Zakai, 53 ans, dont les parents ont émigré en provenance d'Irak et qui parle couramment l'arabe, s'est lié d'amitié avec M. Tarabin à la fin des années 1960 quand ils étaient adolescents à Beer-Sheva. Plus tard ils ont servi ensemble dans l'armée israélienne comme ingénieurs en mécanique.

Mme Zakai explique que «si les juifs se voyaient refuser le droit de vivre quelque part, ce serait un scandale, mais parce que nos amis sont des Arabes, personne ne s'en soucie.»

Avraham Orr, le chef du conseil de Nevatim, a nié qu'il s'opposait à l'admission de Tarabin parce qu'ils sont arabes. "Il ya des règles", dit-il. « Toute famille qui veut acheter ou louer un bien immobilier doit d'abord passer par le comité. »

Par crainte des conséquences de l'arrêt Kaadan, les communautés juives de Galilée ont mis en place l'année dernière de nouvelles mesures pour barrer l'accès aux candidats arabes. Ils ont introduit dans les règlements l'obligation pour les candidats de prêter un serment de fidélité en s'engageant à soutenir « le sionisme, l'héritage juif et la colonisation des terres».

Jonathan Cook.

Journaliste basé à Nazareth.

23 Mars

Traduction: Altynbek Bizhanov.

http://www.alterinfo.net/Temoignage-En-Israel-on-ne-loue-pas-aux-arabes_a44174.html

1-4 Daniel Vanhove : Pitoyable ploutocratie européenne...

Ainsi donc, nous apprend Le Monde en ligne de ce samedi 13 mars, la Vice-présidente de la Commission européenne et Haut représentant de l'Union pour les Affaires étrangères et la Politique de sécurité – excusez du peu ! – Mme Catherine Ashton, baronne britannique sortie d'on ne sait quel chapeau de l'un des pays les plus eurosceptiques de l'Union et toujours bien aligné sur la politique guerrière de l'empire US, se dit « très préoccupée » par l'annonce du ministère israélien de l'intérieur d'un projet de construction de 1.600 nouveaux logements dans un quartier de Jérusalem-Est... À la lecture de cette contrariante information, l'on ose à peine imaginer la tête de celle qu'un simple sourire transforme déjà en grimace ! Ainsi, malgré la pléthore de fonctionnaires et gratte-papiers surpayés qui grouillent dans les dédales des institutions européennes, découvrirait-elle soudain l'arbre qui cache la forêt ? Il serait opportun dès lors, de la documenter sans tarder sur les projets sionistes en question et de lui conseiller la lecture – à la source, comme on dit – du journal de gauche israélien Haaretz faisant état de projets totalisant 50.000 nouveaux logements dans la partie Est de Jérusalem dans les prochaines années, pour une population estimée à 200.000 nouveaux colons !... ([Haaretz](#))

Dans la foulée, la présidence tournante de l'UE – vous savez, ce carrousel pour grands enfants nantis qu'il convient ainsi de ne pas froisser – assurée pour l'instant par l'Espagne, s'est même « montrée inquiète » de la chose ! Si, le ministre espagnol des affaires étrangères Miguel Angel Moratinos allant jusqu'à déclarer que « ...si nous attendons encore deux ans, il sera trop tard, parce qu'il n'y aura plus de territoires à négocier... » Perspicace, n'est-ce pas ?!

Après ces annonces musclées, nous, citoyens démocrates européens, ne pouvons qu'être admiratifs de nos élites... C'est vrai, après de telles déclarations, nous pouvons enfin nous sentir fiers et constater à quel point nos multiples et innombrables représentants politiques ont pris toute la mesure et l'étendue du problème. Et nous pouvons finalement dormir sur nos deux oreilles, sachant que dorénavant nos éminences vont agir, puisqu'elles se disent « préoccupées »... C'est dire si l'Etat hébreu peut bien trembler sur ses bases désormais, devant tant d'unanimité et de détermination européennes !

Cependant, une question me taraude et n'a de cesse de m'encombrer l'esprit : si après plus de soixante deux ans d'injustice flagrante faite au peuple palestinien, la toute fraîche représentante de la diplomatie européenne ne semble être que « préoccupée » par la situation, ne faudra-t-il pas encore bien des années et de nombreux éléments à charge de la politique coloniale d'Israël pour que l'Europe passe du registre de la « préoccupation » à celui des sanctions, comme il en est question pour tout autre État violant de manière si flagrante, le Droit international et humanitaire depuis des décennies? Cherchez l'erreur...

Pour preuve du grand cas que fait Israël de ces discours vains et creux d'une diplomatie européenne aussi disparate et encombrée qu'inutile, la réaction dès le lendemain dimanche du 1er Ministre israélien Netanyahu « minimisant » déjà la récente polémique à propos de ces 1.600 nouveaux logements, fort sans doute de la dernière déclaration renouvelée de l'administration américaine par l'intermédiaire de son Vice-président Joe Biden lui-même à « l'engagement total, absolu et sans réserve à la sécurité d'Israël ». ([Libération](#)). Ce qui devrait quelque peu « préoccuper » la chère baronne et ses gens, après cette autre déclaration émanant du professeur israélien Martin Van Karfeld, spécialiste en histoire militaire, lors d'une interview diffusée sur la 7è chaîne sioniste au cours de laquelle il a dit : « Israël se verra obligé de détruire le continent européen, au cas où il est menacé d'effondrement total... » ... Et alors, quoi !? Dans un tel scénario, bien moins improbable que les exécrables fictions dont nous abreuve le cinéma hollywoodien, l'engagement dont parle le Vice-président Biden irait vers qui : le minuscule Etat d'Israël ou l'Europe ? Quand il est dit dans ce monde décidément malade, que la réalité dépasse la fiction, je laisse à chacun le soin d'imaginer la suite...

Dans tous les cas, si j'étais au gouvernement israélien, je me dirais qu'il reste encore un certain laps de temps pour poursuivre la politique de colonisation menée actuellement, et qu'à l'horizon des deux années déjà concédées par M. Moratinos, il sera toujours de temps d'évaluer en quels termes l'Europe passera du stade de la « préoccupation »... à celui probable et déjà prévisible de la « vive inquiétude », ou quelque chose dans le genre selon la terminologie aseptisée et émasculée de tout ce beau monde virevoltant dans un univers de plus en plus éloigné des réalités de terrain. Au fond, dans cet incommode et contrariant dossier palestinien, « tout va très bien, Madame la marquise marquise baronne, tout va très bien, tout vaa très très bien... » ! Et il ne faut pas être devin que pour pronostiquer que votre visite de ces prochains jours dans la région, ne changera rien à l'affaire, étant entendu qu'il s'agit, in fine, de populations arabes, fort éloignées sans doute de nos vos critères communautaires de rehaussement des statuts que seules méritent nos identités européennes ou apparentées...

Plus sérieusement, dans cette hypocrisie et cette lâcheté totales de nos instances, que vous y ajoutiez votre grain de sel ou non, une chose semble claire : que l'État d'Israël profite bien de ces quelques années qu'il lui reste encore pour apprécier la quiétude et l'impunité dans lesquelles il baigne... parce que les événements se retourneront bientôt contre lui. Le temps dont il est persuadé qu'il joue en sa faveur dans sa guerre « inachevée » pour la « reconquête » de son territoire, finira par l'engloutir de la même manière qu'il est occupé à engloutir lentement mais sûrement les USA malgré leur toute puissance affichée et déployée un peu partout sur la planète... Il suffit de prendre le recul historique suffisant pour voir combien de fois cette thèse s'est vérifiée, quelle que soit la puissance en place. Ne pas (vouloir) le voir et ne pas en tenir compte conduit inévitablement à prendre des initiatives erronées. Et ne peut qu'entraîner un peu plus vite, à une irrémédiable chute...

[Daniel Vanhove](#)

Daniel Vanhove : Observateur civil, membre du Mouvement Citoyen Palestine, auteur de Si vous détruisez nos maisons, vous ne détruirez pas nos âmes - 2004 et de La Démocratie Mensonge – 2008 parus aux Ed. Marco Pietteur – coll. Oser Dire

[Mondialisation.ca](#),

Le 15 mars 2010

<http://www.mondialisation.ca/index.php?context=viewArticle&code=VAN20100315&articleId=18136>

1-5 Salah Hamouri : Enfants et prisonniers mais Palestiniens ...

Salah se souvient de son arrestation il y a 5 ans le 13 mars 2005, des interrogatoires, de ses transferts, etc.... Une de ses préoccupations est le sort réservé aux enfants dans les tribunaux et les prisons de l'occupation israélienne.

Il nous a fait passer un message....

Chers amis,

Je souhaite tout d'abord remercier du fond du cœur toutes celles et ceux qui se souviennent avec moi et ma famille que 5 ans déjà sont passés et que je partage avec d'autres camarades une toute petite cellule dans une prison israélienne.

Merci pour les rassemblements et manifestations organisés un peu partout en France.

[L'enfance perdue.](#)

La cause des enfants palestiniens dans les prisons de l'occupation est un sujet douloureux dont je souhaite vous parler.

Les associations n'épargnent pas leurs efforts pour donner la priorité à l'enfance, développer des programmes de divertissement pour protéger les enfants et favoriser leur développement naturel.

Après 5 ans passés en prison, je me demande, comment est-il possible en même temps de voir ici l'enfance persécutée et défigurée...

Le monde doit savoir qu' il y a entre 300 et 350 enfants détenus dans les prisons israéliennes dans des circonstances très dures, ils sont en effet traités comme des détenus adultes, ils sont séparés de leurs familles, certains n' ont pas droit aux visites familiales pour des motifs sécuritaires et si les visites sont permises, ils ne peuvent avoir aucun contacts physiques avec leurs parents.

Dans l'enclenche de la prison, l'intervention d'organismes internationaux n'est pas permise et les enfants ne reçoivent aucune aide psychologique alors qu'ils sont dans un environnement étranger, loin de l'école ou de la famille. Au contraire les Israéliens utilisent tous les moyens de pression pour détruire leur jeunesse.

Les enfants sont le plus souvent jugés dans des tribunaux militaires comme les adultes, ils ont droit au même traitement que les plus vieux dans les tribunaux illégitimes que sont les tribunaux militaires de l'occupation. Il n'existe pas de tribunaux pour mineurs même si Israël a signé un traité sur les droits de l'enfant, ceci apparemment ne concerne pas les enfants palestiniens.

Avez-vous entendu parler du petit Hassan Muhtaseb ? Il y a 3 semaines, deux frères âgés de 10 et 12 ans ont été arrêtés à Hébron puis emprisonnés.

Le petit a été libéré 10 heures plus tard mais le deuxième, Hassan, a été interrogé puis envoyé en prison. Il a été ensuite amené au tribunal militaire d'Ofer les mains et les pieds liés. Pendant l'audience, son avocate Léa Tsemel, lui a offert un ballon qu'elle a gonflé avant de commencer à plaider... Le juge militaire était gêné et s'est caché la tête derrière son ordinateur... Hassan a été libéré sous caution après avoir été interrogé et mis en cellule... [1]

[1] Salah nous a joint cet article de Ma'an news :

Hébron - 04-03-2010

1-6 Amir, dix ans, enlevé dans son lit par les soldats israéliens.

« Nous sommes des enfants, tout comme vous. Nous avons le droit de jouer, d'aller librement. Je veux dire au monde qu'il y a tant d'enfants dans les prisons israéliennes. Nous voulons juste la liberté de bouger, la liberté de jouer. »

Amir al-Mohtaseb a souri tendrement quand je lui ai demandé de me dire quelle était la couleur qu'il préférerait.

Assis dans le salon familial, cet après-midi de jeudi dernier, 5 mars, dans la vieille ville d'Hébron, le garçonnet de 10 ans, avec ses taches de rousseur et ses longs cils, m'a répondu, le « vert ». Puis, il a poursuivi en me racontant, en détail et péniblement, son arrestation et sa détention, et l'emprisonnement de son grand frère de 12 ans, Hasan, par les soldats de l'occupation israélienne, le dimanche 28 février.

Quelques heures après cet entretien, à 2 h du matin, les soldats israéliens ont fait irruption dans sa maison, ils ont arraché Amir de son lit, menacé ses parents de les tuer si jamais ils tentaient de le protéger, ils l'ont descendu au rez-de-chaussée, sous la cage d'escalier. Là, ils l'ont roué de coups si méchamment qu'il a fait une hémorragie, dans le ventre, et il fallut l'hospitaliser dans la nuit. En état de choc et en plein désarroi, Amir restera pendant un jour et demi sans pouvoir ouvrir la bouche ni s'exprimer.

Lors de notre entretien de cet après-midi qui précède cette violente agression, Amir m'a raconté que le dimanche 28, il jouait dans la rue, près de la mosquée Ibrahimy, tout en allant avec Hasan voir leur tante.

« Deux soldats nous ont arrêtés et menottés » dit Amir. « Ils nous ont conduits vers deux jeeps séparées. Ils m'ont emmené dans la colonie et m'ont mis dans un coin. J'avais toujours les menottes. Ils ont mis un chien à côté de moi. J'ai dit que je voulais rentrer à la maison. Ils ont répondu non, et ils m'ont dit que j'allais rester là toujours. Ils ont refusé que j'aille aux cabinets. Ils ne m'ont pas laissé appeler ma mère. Ils m'ont bandé les yeux et je suis resté comme ça jusqu'à ce que mon père puisse venir me chercher, tard le soir. »

La détention d'Amir, dans la colonie, a duré près de dix heures. « Je ne pensais qu'à une chose, c'était à quel point j'avais peur, surtout avec le chien tout près de moi. Je voulais m'enfuir et retourner chez moi », dit-il.

La mère d'Amir et d'Hasan, Mukarrem, m'a dit qu'Amir avait manifesté des signes de traumatisme, dès son retour à la maison. « Il essayait de blaguer, et de rire. Mais ce n'était pas un rire normal. Il était content et terrifié en même temps, ». « Il avait uriné sur lui à un moment pendant sa détention. Il était vraiment effrayé. »

Amir a confié que les nuits qui ont suivi sa première détention, il n'a pas pu dormir, malade d'inquiétude pour son frère en prison, et effrayé à l'idée que les soldats puissent revenir (ce qu'effectivement, ils ont fait). Actuellement, il y a environ 350 enfants qui croupissent dans les prisons et les camps de détention israéliens, subissant des interrogatoires, des tortures et des condamnations interminables, quelquefois sans inculpation. Leur nombre varie constamment, mais des milliers d'enfants palestiniens, entre 12 et 16 ans, sont passés par le système judiciaire militaire israélien au cours de la décennie passée, depuis le déclenchement de la deuxième Intifada palestinienne. Israël a fixé l'âge adulte pour ses propres citoyens à 18 ans, mais par ordre de l'armée, et en violation du droit international, il a décidé que pour les Palestiniens, ce serait 16 ans. De plus, des ordres militaires spéciaux d'Israël (n° 1644 et 132) permettent d'arrêter et de juger les enfants palestiniens - désignés sous le nom de « délinquants juvéniles » - dès l'âge de 12 ans.

« De cette façon, ils ont une couverture "légale" pour agir comme ils le font, même si c'est contraire aux lois internationales, » dit Abel Jamal, chercheur à Défense de l'Enfance internationale - section Palestine, (DCI-PS), à son bureau d'Hébron. « Cependant, dans le cas d'Amir, ils ont même violé leurs propres lois en l'arrêtant et en le mettant en détention alors qu'il n'a que dix ans. Ces lois sont manifestement extensibles au bon vouloir d'Israël. Nous n'avons jamais vu qu'il y ait des poursuites pour de tels crimes ».

J'ai demandé au père d'Amir et d'Hasan, Fadel, de me dire comment on pouvait être parents, sous un tel siège permanent. « Ce n'est pas sans danger pour les enfants d'aller à l'extérieur, car nous sommes confrontés constamment aux agressions des colons et des soldats, » explique-t-il. « En soi, c'est inimaginable pour nous. Et maintenant, nous avons un fils qui est en prison et un autre qui est traumatisé... ils sont si jeunes. »

Le dimanche 7 mars, exactement une semaine après l'arrestation d'Hasan et la détention d'Amir, la famille et des journalistes de la presse locale, tôt dans la matinée, se sont rendus à la prison d'Ofer où Hasan est détenu depuis son arrestation du 28. Après un long cheminement, le juge militaire israélien a reconnu que le garçon était trop jeune pour rester en prison, Hasan a été relâché mais à la condition de revenir au tribunal, à une date ultérieure, pour finir la procédure judiciaire. Ce procès faisait suite à la première audience de mercredi dernier, à Ofer, où

Maan News Agency rapporte que le juge a exigé que Fadel verse au tribunal 2 000 shekels (390 €) pour la caution d'Hasan. D'après Maan, Fadel a alors demandé, publiquement, au tribunal, « Quelle est la loi qui permet qu'un enfant soit jugé devant un tribunal et que l'on exige de son père de payer une amende ? Je ne paierai pas l'amende, et vous devez libérer mon enfant... c'est la loi de l'occupation d'Israël. »

Tenaillés par les situations de leurs fils, Mukarrem et Fadel disent qu'ils font tout ce qu'ils peuvent pour leur famille sous l'agression israélienne. « Que pouvons-nous faire ? » demande Fadel. « Nous verrouillons les portes. Nous verrouillons les fenêtres. Nous n'avons rien pour protéger notre famille et nos voisins contre les soldats et les colons. Si c'était un Palestinien qui enlevait, frappait et emprisonnait un enfant israélien, le monde entier se mettrait en rébellion contre cela. On le verrait partout dans les médias. Mais les Israéliens rentrent dans nos communautés, avec des jeeps, des chars d'assaut et des bulldozers, ils prennent nos enfants et les jettent en prison, et personne ne s'en soucie. »

Jamal, de DCI-PS, redonne son opinion sur le droit international qui est fait pour protéger les enfants sous occupation militaire, et qui est ignoré par Israël depuis le début de l'occupation en 1967. « La plupart du temps, nous utilisons, autant que nous le pouvons, la loi, les Conventions de Genève, la Convention des Nations-Unies pour les droits de l'Enfance contre cette violence, » dit Jamal. « Toutes ces lois existent, mais Israël se sert de ses propres lois militaires comme excuses pour défier le droit international. Nous, Palestiniens, devons travailler ensemble à la création d'une solidarité contre cette brutalité. En oeuvrant ainsi, nous disons à la communauté internationale, voilà ce qui se passe avec les enfants palestiniens, ceci afin d'acquérir une large base de soutien contre cette situation. Nous croyons que la seule façon d'arrêter cela, c'est par le soutien de la communauté internationale. »

Amir commence doucement à parler, 36 heures après les coups des soldats israéliens. Selon Zahira Meshaal, travailleuse sociale à Bethléhem, spécialisée dans les effets du traumatisme chez l'enfant, « le mutisme électif » d'Amir, symptôme d'un choc psychologique extrême et provoqué par les coups et sa détention, est une réaction courante, mais le fait qu'il ait commencé à parler est un bon signe. « Il s'agit d'une réaction de peur à beaucoup de niveaux. La maison d'Amir et sa famille représentent sa seule source de sécurité, » dit Meshaal. « Tout cela lui a été enlevé quand les soldats ont envahi sa maison. Il est aisé de suivre son trauma immédiat, mais les conséquences à long terme seront sans aucun doute difficiles à traiter. Il aura besoin de beaucoup de soins psychologiques, en commençant maintenant. »

Meshaal commente la nature de cette agression dans le contexte de la situation telle qu'elle se développe dans Hébron. « Nous parlons d'un endroit qui se trouve en première ligne pour le traumatisme, » dit-elle. « C'est un mal permanent et qui empire pour la communauté tout entière. Les parents doivent être au centre de la sécurité pour leurs enfants, mais cela leur est ôté. Spécialement à Hébron, et les colons et les soldats israéliens le savent, ils se servent de cette tactique pour obliger les gens à partir d'ici. C'est une guerre psychologique. Il s'agit d'un acte délibéré pour effrayer les enfants et obliger les gens à partir ailleurs, où leurs enfants se sentiront plus en sécurité. »

Au terme de notre entretien du jeudi 5 mars, Amir avait envoyé un message aux enfants d'Amérique. « Nous sommes des enfants, tout comme vous. Nous avons le droit de jouer, d'aller librement. Je veux dire au monde qu'il y a tant d'enfants dans les prisons israéliennes. Nous voulons juste la liberté de bouger, la liberté de jouer. » Amir a dit qu'il sera cardiologue plus tard, quand il aura grandi. Sa mère et son père, eux, espèrent que le propre cœur d'Amir - et le leur - guérira du trauma répétitif et cumulatif de la semaine dernière, aux mains d'une occupation israélienne interminable.

11 mars

Nora Barrows-Friedman

- Nora Barrows-Friedman est co-animatrice et principale productrice de Flashpoints, magazine quotidien d'investigations sur Radio Pacifique. Elle est aussi correspondante d'Inter Press Service. Elle écrit régulièrement depuis la Palestine où elle dirige aussi des ateliers de communication pour les jeunes du camp de réfugiés de Deishé, près de Betléhem, en Cisjordanie occupée.

Live from Palestine - The Electronic Intifada - traduction : JPP

The Electronic Intifada

Hébron, le 8 mars 2010 -

http://www.info-palestine.net/article.php3?id_article=8317

1-7 L'étranglement du peuple palestinien, ce n'est pas du cinéma.

14 mars

Festival du film israélien à Paris

Ci-dessous la réception que nous avons réservée à Limor Livnat, ministre de la "culture" israélienne, qui venait inaugurer au Cinéma Gaumont Opéra un festival du film israélien, au cours d'une soirée "strictement privée", mardi 9 mars 2010.

Merci à tous les participants et à toutes les associations qui se sont joints à cette action, ainsi qu'aux réalisateurs des deux vidéos. L'action n'est pas passée inaperçue puis qu'elle était relatée le soir même dans la presse israélienne (*).

Texte du tract distribué aux passants

L'étranglement du peuple palestinien, c'est pas du cinéma

Passants, cinéphiles,

Nous sommes venus ce soir, devant le Gaumont Opéra à Paris, pour dénoncer la scandaleuse présence d'une ministre du gouvernement israélien, qui doit y inaugurer officiellement un « Festival du film israélien ». Limor Livnat, ministre de la Culture et des Sports dans le gouvernement de Netanyahu, le plus ouvertement raciste qu'Israël ait jamais connu, est parfaitement représentative de la bande d'assassins qui tuent, emprisonnent et affament chaque jour un peu plus le peuple palestinien.

On lui doit, entre autres exploits ou projets, celui de dispenser un « enseignement » militaire aux enfants juifs dès l'école maternelle, ou bien encore d'interdire l'usage de l'arabe comme deuxième langue officielle du pays. Parce que, explique-t-elle, Israël doit être exclusivement l'État des Juifs, et certainement pas celui de tous les citoyens du pays.

En matière de « culture », puisque telle est désormais sa fonction officielle, Livnat n'est pas non plus en reste : elle vient d'annoncer le lancement de poursuites judiciaires contre le cinéaste palestinien israélien Mohamed Bakri, coupable d'avoir exposé les massacres perpétrés par l'armée israélienne avec son film « Jénine, Jénine ». Bénéficiant de la complicité de nombreux gouvernements, à commencer par le gouvernement français de Sarkozy et Kouchner, les dirigeants israéliens entendent continuer à venir parader, en toute impunité, comme ce soir au Gaumont Opéra.

Mais un peu partout dans le monde, un vaste mouvement de protestation citoyenne, regroupé sous le sigle BDS (B pour Boycott, D pour Désinvestissements, et S pour Sanctions) est en train de prendre le relais. Déjà, suite à des plaintes de victimes palestiniennes de la tuerie de Gaza, des dirigeants israéliens, dont l'ex-ministre Tzipi Livni, n'osent plus mettre les pieds au Royaume-Uni, où ils sont sous le coup de mandats d'arrêt.

Ce n'est pas encore le cas en France. Mais en attendant, nous vous demandons de ne pas apporter votre caution à un événement qui, sous couvert de culture, ne sert qu'à conforter une machine à écraser le peuple palestinien.

HALTE À L'ÉTRANGLEMENT DU PEUPLE PALESTINIEN !

NON AU BLOCUS DE GAZA !

HALTE À LA COLONISATION ISRAËLIENNE !

SANCTIONS CONTRE LES CRIMINELS DE GUERRE !

Campagne Boycott, Désinvestissement, Sanctions (BDS) contre l'occupant israélien

Boycott : Vidéos du comité d'accueil de la ministre israélienne de la culture à Paris.

(*) <http://www.ynetnews.com/articles/0,7340,L-3860403,00.html>

<http://www.legrandsoir.info/L-etrangement-du-peuple-palestinien-c-est-pas-du-cinema.html>

1-8 Un état constitué d'un bantoustan gazaoui et d'un bantoustan cisjordanien n'allant même pas jusqu'au Jourdain.

Sauf erreur, les Palestiniens patriotes n'ont pas besoin de paix, d'autant plus que vu la disproportion des armements, il ne s'agit pas/plus d'une guerre. Ils ont besoin de Justice élémentaire, la Paix leur étant alors donnée par surcroît si l'on peut dire

Or la Justice c'est leur rendre leur terre, y compris une bonne partie des 7 % achetés par des Juifs ou supposés de vieille ascendance bimillénaire telle entre 1875 et 1947 dans des conditions souvent douteuses.

A côté des malhonnêtes, il y a trop de vecteurs d'opinions et/ou de décisions de "bonne mauvaise foi" qui croient sincèrement que la résolution 181 votée par la (mythique) « communauté internationale » légitime la création de l'entité sioniste.

Or, outre l'injustice de cette résolution non conforme à la Charte de l'ONU et au vote biaisé, faute de culture minima, ils ignorent sincèrement que le fanatique arrogant et sûr de lui Ben Gourion et sa clique, et a fortiori son opposition de droite, n'avaient aucune intention de respecter même la 181 et sa « généreuse » attribution de terres aux « Juifs ». Pour beaucoup d'entre eux et leurs descendants, encore en 2010, la guerre de 1948 ne finira que lorsqu'ils seront arrivés à l'est (et pas l'ouest) de la frontière jordanienne, la limite de leur mythique Eretz Israël .

Et cela trop de vecteurs d'opinions et/ou de décisions de "bonne mauvaise foi" l'ignorent. « Certes Israël y va parfois un peu fort. Mais ils sont globalement dans leur droit, puisqu'ils défendent la terre de leurs aïeux que leur a redonné la résolution 181 contre des terroristes islamistes fanatisés du Hamas en particulier ».

"L'irréalisme, c'est de piétiner l'éthique et/ou de blanchir le criminel piétinement sioniste permanent de l'éthique de 1930 à 1950 déjà, et évidemment tous les jours depuis. Il ne saurait y avoir de prescription pour de tels menteurs assassins qui ne peuvent même pas prouver que leurs ascendants du début de notre ère étaient juifs "

Mais évidemment si la majorité des patriotes palestiniens, y compris les émigrés, par lassitude et épuisement, décidaient suite à un référendum de se contenter définitivement d'un état constitué d'un bantoustan gazaoui et d'un bantoustan cisjordanien n'allant même pas jusqu'au Jourdain, nous ne pourrions que respecter leur choix, vu que c'est eux qui souffrent et/ou meurent. Et que nous ne pouvons être pour eux que des vrais ou faux amis Woudiyan

Jean-Marie

1-9 Des manifestations à An Nabi Saleh (près de Ramallah) ont tourné à la violence.

La citoyenne Américaine Ellen Stark, 20 ans, avait rejoint d'autres activistes et deux médecins, loin du terrain de la manifestation. Une jeep militaire Israélienne s'est arrêtée en face du groupe, tirant des balles en caoutchouc et des canettes de gaz lacrymogène d'un range dangereusement près.

Mme Stark y a été touchée par une balle en caoutchouc tirée à moins de 12 pieds.

La balle en caoutchouc est venue se loger dans le bras de Stark, le cassant et requérant des soins chirurgicaux.

Du fait des conditions au centre médical de Ramallah, l'usage du flash d'un téléphone portable a été nécessaire pour éclairer pendant que la balle en caoutchouc était extraite du bras de Stark.

Son bras a été cassé en résultat de l'accident.

Alkhatib Mahmud Tamimi, 87 ans, a aussi été blessé, heurté par une balle en caoutchouc dans le bras, ainsi que Nariman Tamimi, heurté par une canette de gaz lacrymogène.

Plus tard dans la manifestation, Raft Ahmad, 17 ans, a été touché au-dessus de l'oeil avec une balle en caoutchouc et est actuellement hospitalisé. Il y a deux semaines, le crâne de Ehab Fadel Beir Ghouti, 14 ans, a été fracturé alors qu'une balle en caoutchouc tirée par les militaires Israéliens s'est logée dans son cerveau.

Le témoin oculaire Robin Brown a affirmé que "Les soldats ont commencé à tirer à juste 3 mètres de distance.

Nous n'avons rien fait pour provoquer l'attaque." Brown a aidé Stark à recevoir des soins médicaux. Trois autres du groupe de Stark ont été détenus.

"Nous ne manifestons pas encore. Nous nous tenons debout avec des médecins qui ont aussi été touchés par du gaz lacrymogène", a déclaré Stark de l'hôpital de Ramallah.

Tous les vendredis depuis janvier, des manifestants désarmés ont tenté d'atteindre un printemps sur la terre de An Nabi Saleh. Reconnue comme terre Palestinienne par le Bureau de Coordination du District, chaque semaine avant d'atteindre le printemps, les manifestants ont été rencontrés par des balles en caoutchouc et des canettes de gaz lacrymogène tirées sur eux par les forces militaires Israéliennes. Presque la moitié du verger et de la ferme de An Nabi Saleh ont été confisqués par la colonie Halamish depuis sa création en 1977. An Nabi Saleh perd plus de terres chaque année pour le développement de la colonie Halamish.

Amanda Mueller / PNN

21-03

Traduction : Monique Poupon http://french.pnn.ps/index.php?option=com_content&task=view&id=4637

1-10 Saleh Al-Naami : S'adapter aux calamités ?

L'Union Européenne vient d'annoncer qu'elle n'assurerait plus la facture du carburant auprès de la compagnie israélienne qui fournit la seule station électrique de Gaza, ce qui serait une catastrophe pour des centaines de milliers de Palestiniens à Gaza, écrit Saleh Al-Naami.

Gaza, janvier 2010

Hadeel, âgée de 21 ans, a hésité plusieurs fois, mais elle n'avait pas d'autre choix que d'appeler son oncle, Eid, pour lui demander de mettre en route son générateur électrique afin qu'elle puisse poursuivre ses révisions à sa maison pour ses examens.

Pour Hadeel, une étudiante en troisième année à l'université et qui vit dans le quartier Al-Wez Berket au centre de Gaza, il n'y avait pas d'autre choix possible si elle voulait passer cet important examen après une coupure de courant inopinée. Elle est l'une des dizaines de milliers d'étudiants palestiniens qui, avant l'examen universitaire final, souffrent régulièrement de pannes qui peuvent durer jusqu'à 12 heures.

La panne d'électricité est survenue après que la seule centrale électrique à Gaza, qui avait travaillé à un tiers de sa capacité en raison du manque de carburant, se soit arrêtée. Il y a même la possibilité qu'elle cesse tout à fait de fonctionner après que l'Union Européenne ait annoncé qu'elle allait cesser de payer la facture du carburant auprès de la compagnie israélienne qui fournit la station. Ce serait une catastrophe pour des centaines de milliers de Palestiniens à Gaza.

De nombreux habitants de Gaza ont adapté leur mode de vie à ces pannes d'électricité, en ayant recours à d'autres sources d'énergie telles que le bois et le charbon pour le chauffage en hiver, à la place des chauffages électriques. Peu d'entre eux ont leur propre générateur, ce qui fait que la grande majorité usent de solutions simples telles que des bougies. Une autre forme d'adaptation aux pannes d'électricité est de veiller à ce que les membres de la famille se couchent tôt. Ghassan Ibrahim, professeur dans une école appartenant à l'Office de secours et de travaux des Nations Unies (UNRWA), a déclaré à Al-Ahram Weekly que ses enfants vont au lit tout de suite après la prière du soir, aux alentours de 7 heures 30.

En raison du siège, de nombreux Palestiniens ont des emplois qui n'ont jamais existé auparavant dans la bande de Gaza, comme la collecte de galets et divers débris d'habitations détruites pendant la dernière guerre, et réutilisés dans la construction ou vendus à des entreprises de construction.

Rami Al-Dakka, âgé de 19 ans, parcourt les rues du centre de Gaza avec sa charrette tirée par un âne à la recherche de gravats qu'il revend aux entreprises de construction. Ces entreprises mettent ces décombres dans des concasseurs afin de produire des bardeaux utilisés dans la construction, en particulier pour renforcer le béton et les constructions en briques.

Al-Dakka a déclaré au Weekly qu'il vendait chaque contenu de récipient en plastique pour 15 shekels (4 dollars) et il en remplit à peine un chargement par jour. Néanmoins, il semble content de ce qu'il fait. Il n'est pas le seul jeune homme qui ait fait du tri de gravats une profession. Le siège a contraint de nombreuses personnes dans Gaza à prendre ce type de travail, surtout après que la demande en matériaux de construction ait augmenté. Les

possibilités de faire rentrer en contrebande de grandes quantités de ciment dans la bande de Gaza, ont relancé les activités de construction, mais pour la restauration plutôt que pour la reconstruction.

Comme personne n'a pensé à des bardeaux dans ce qui rentre en contrebande dans Gaza, la seule façon d'en trouver est d'utiliser les débris existants ou de creuser dans le sol. D'autres suivent une voie plus compliquée, prospectant en particulier le sous-sol dans les zones désertées près de la côte.

Ibrahim Al-Aghbari, sa femme et ses deux fils parcourent le quartier Al-Mawasi tous les jours à l'aube. Quand ils trouvent des galets, qu'ils appellent « al-hasma » car ils sont mélangés avec du sable, la mère et les enfants les tamisent pour les débarrasser de la poussière et les mettre dans des sacs en plastique. Les sacs sont ensuite transportés par charrette tirée par un âne jusqu'aux broyeurs qui en font des graviers de différentes tailles. Ceux qui suivent cette façon de faire plus difficile en tirent des revenus plus élevés. Les collecteurs vendent chaque lot six shekels (1,5 dollar), tandis que les entreprises de matériaux de construction vendent les bardeaux 12 shekels (3 dollars) par lot.

Al-Aghbari a déclaré au Weekly que malgré le dur travail de sa famille, il est très heureux de ce qu'ils font. Après une amère période sans emploi, il est maintenant en mesure de répondre aux besoins de sa famille. Les familles qui comptent sur ce type de travail pour gagner leur vie se font concurrence pour trouver les endroits riches en galets. Certaines familles, toutefois, ne trouvent rien.

Le siège a également entraîné une baisse considérable du pouvoir d'achat des habitants de Gaza. Jamal Meeli, âgé de 47 ans et marchand de légumes en plein cœur de la ville de Deir Al-Balah, dans le centre de Gaza, était très inquiet du fait que depuis la moitié de la journée personne n'était venu à son magasin. Meeli se plaint au Weekly que les clients n'achètent plus leurs fruits et légumes en ville, mais préfèrent aller dans les marchés hebdomadaires dans Gaza parce que les produits y sont vendus moins cher. Les fruits et légumes y sont présentés dans des échoppes de fortune dans la rue, ce qui réduit les coûts pour les vendeurs et rend ainsi leurs produits moins onéreux.

C'est la même histoire dans la plupart des magasins de Gaza. Le propriétaire d'un magasin de volailles à côté du marchand de légumes ordonne à son personnel d'aller voir rapidement les deux clients qui viennent tout juste d'entrer dans la boutique. « Le pouvoir d'achat des clients a considérablement diminué », dit le propriétaire au Weekly. « Hier, vendredi, je n'ai pas vendu plus de 100 kilos de volaille. Dans le passé, nous avions l'habitude de vendre plus de 1000 kilos de volaille le vendredi. » Il poursuit : « les gens achètent plus de viande congelée et de poisson en raison de la grande différence de prix ».

Il y a effectivement plus de gens dans une boutique qui vend de la viande congelée au bout de la rue. Salim, âgé de 38 ans et fonctionnaire, attend patiemment qu'on le serve. Il explique au Weekly que dans le passé il n'aurait jamais envisagé de manger de la viande congelée, mais maintenant, lui et sa famille comptent sur cela en raison des conditions économiques qui résultent de l'état de siège. Il a expliqué qu'un kilo de viande congelée coûte 12 shekels alors que l'équivalent en viande fraîche vaut 50 shekels. Deux de ses fils sont au collège, ce qui est coûteux, donc il est prudent sur la façon de dépenser ses revenus.

La récession a affecté non seulement le commerce mais aussi la santé. Le « European Eye Centre » est l'un des centres d'ophtalmologie les plus importants et les plus en vue à Gaza. Dans le passé, il était visité par de nombreux clients voulant des lunettes, des lentilles de contact et d'autres services. Mais samedi, il était presque complètement désert. Aujourd'hui, beaucoup vont à des centres de soins affiliés à des cliniques privées dépendant d'organismes de bienfaisance qui vendent des lunettes pour beaucoup moins cher que d'autres magasins.

C'est également le cas dans des centres privés qui ont perdu la plupart de leurs patients, lesquels ont maintenant choisi d'aller dans les dispensaires de l'UNRWA qui proposent des soins dentaires gratuits.

A l'occasion des 1000 jours de siège contre Gaza, le Comité Populaire Contre le Siège (PCAS) a publié des statistiques concernant les effets du blocus sur les Palestiniens. Le président du PCAS, Jamal Al-Khudari, a révélé que 500 Palestiniens sont décédés à la suite du siège, que le chômage a atteint 80 % et que le revenu quotidien moyen par personne est de 2 dollars. Al-Khudari a noté que l'économie palestinienne est très durement frappée, avec 140 000 Palestiniens de plus devenus chômeurs dans la bande de Gaza et un million de Palestiniens vivant de l'aide arabe et internationale ou des Nations Unies.

« Le siège a affecté tous les aspects de la vie, que ce soit en termes de santé, de vie de la société ou d'environnement », a-t-il déclaré. « Il frappe les travailleurs, les propriétaires d'usines, les entreprises et les institutions économiques. » Al-Khudari ajoute que 50 % des enfants de Gaza souffrent d'anémie et de malnutrition, tandis que les pêcheurs et les agriculteurs luttent pour survivre et que 3500 usines et ateliers ont fermé leurs portes. Il a exhorté à intensifier l'action dans toutes les capitales du monde pour que soit mis fin au siège.

[Saleh Al-Naami](#)

Du même auteur :

[Et voici le mur de fer...](#) - 12 janvier 2010

[Racisme absolu et guerre totale](#) - 2 janvier 2010

[Vociférations et roulements d'épaule](#) - 28 novembre 2009

[La médecine du docteur Fayyad](#) - 22 novembre 2009

[Abbas au pied du mur](#) - 16 novembre 2009

[Israël ... L'armée sous la domination des religieux](#) - 14 novembre 2009

[Retour à la case départ](#) - 28 juin 2009

[Double vision ?](#) - 23 mai 2009

1-11 L'union des Oulémas appelle au Jihad sous toutes ses formes pour sauver AlAqsa.

L'union internationale des Oulémas musulmans, a appelé les peuples et dirigeants arabes et musulmans à se mobiliser pour sauver la Mosquée d'AlAqsa. L'union des Oulémas, présidée, par cheikh Youssef Qaradaoui, a réclamé des dirigeants arabes le retrait d'une façon définitive de "l'initiative de paix arabe" et l'arrêt des négociations, sous toutes ses formes, avec l'entité sioniste.

Elle a également appelé l'Egypte et la Jordanie à rappeler leurs ambassadeurs d'"Israël". Dans son communiqué, l'union des Oulémas a appelé les Palestiniens à rejeter leurs différends, à reprendre la voie du Jihad sous toutes ses formes et à déclencher une troisième Intifada pour sauver AlAqsa.

Il faut qu'on unisse toutes nos capacités, afin d'arrêter la catastrophe qui menace nos terres et nos lieux saints, avant qu'il ne soit trop tard, ont ajouté les Oulémas, en s'adressant aux dirigeants et peuples du monde islamique. Ils ont également appelé à faire de ce vendredi une journée de soutien et de mobilisation arabo-musulmane pour sauver la Mosquée d'AlAqsa.

La cause d'AlQuds doit être à la tête de l'ordre du jour du sommet de la ligue arabe qui va se tenir prochainement en Libye, ont-ils insisté. Il ont également appelé l'Organisation de la Conférence Islamique à tenir un sommet pour Alquds, rappelant que la Mosquée d'AlAqsa n'appartient pas seulement aux Palestiniens, ni aux Arabes, mais elle appartient à tous les musulmans, de par ce monde. Cette mosquée risque d'être détruite, si la nation ne se mobilise pas pour la sauver, ont-ils averti.

La construction de la dite synagogue de la Hourva (des ruines) à quelques mètres de la Mosquée d'AlAqsa est lié à des mythes et à des spéculations sionistes selon lesquelles la reconstruction de cette synagogue sera le compte à rebours de la construction du soi-disant troisième temple sur les ruines de la Mosquée d'AlAqsa, ont-ils conclu.

18/03

<http://www.almanar.com.lb/NewsSite/NewsDetails.aspx?id=129830&language=fr>

1-12 Jonathan Cook : Le déclin d'Israël et les perspectives de paix.

UNE INTERVIEW DE JONATHAN COOK

Dans une interview sur de vastes questions avec le **New Left Project**, le journaliste Jonathan Cook, basé à Nazareth, décrit la nature de plus en plus répressive de la société israélienne et les perspectives de solution au conflit israélo-palestinien.

NLP : *Qu'avez-vous pensé de la récente comparaison d'Israël à l'Afrique du Sud faite par Ehoud Barak ?*

JC : Nous devrions être extrêmement réticents à attribuer un programme de gauche à des politiciens israéliens de haut rang qui utilisent le mot « apartheid » dans le contexte israélo-palestinien. Barak ne déclarait pas qu'Israël est un Etat d'apartheid quand il s'adressait aux hauts responsables délégués à la conférence de Herzliya le mois dernier ; il mettait en garde le gouvernement Nétanyahou sur le fait que son approche de la solution à deux Etats mettait en danger la légitimité d'Israël aux yeux du monde et mènerait finalement à ce qu'il soit appelé un Etat d'apartheid. Il politicailait. Son but était d'intimider Nétanyahou pour qu'il signe son programme bien établi, et celui du centre israélien, de séparation unilatérale : une indépendance imposée aux Palestiniens sous la forme d'une série de bantoustans (soyez certains que l'ironie est complètement absente chez Barak et d'autres). Barak sait que Netanyahou ne veut créer aucune sorte d'état palestinien maintenant, même un Etat bidon, malgré ses engagements avec les USA.

Le dernier politicien israélien important à avoir parlé d'« apartheid » fut Ehud Olmert, et il est bon de rappeler pourquoi il a utilisé le terme. C'était en novembre 2003, quand il était vice-premier ministre et qu'il tentait désespérément de faire peur à son patron, Ariel Sharon, pour qu'il inverse son soutien de toujours aux colonies et adopte à la place le plan de désengagement de Gaza. La pensée d'Olmert était qu'en dissociant Gaza du projet du Grand Israël — en prétendant que l'occupation y était terminée — Israël pourrait gagner quelques années supplémentaires avant qu'il ne soit confronté à une majorité palestinienne et au danger d'être comparé à l'apartheid Sud-africain. Ça a marché et Sharon est devenu l'improbable « homme de paix » pour lequel il est commémoré maintenant. (Étrangement, Olmert, comme Barak, définissait l'apartheid en termes purement arithmétiques : le pouvoir israélien sur les Palestiniens ne serait qualifié d'apartheid qu'au moment où les Juifs deviendraient une minorité numérique).

Barak joue le même genre de jeu avec Netanyahou, cette fois-ci en essayant de le presser de se séparer des zones les plus peuplées de la Cisjordanie. Il n'est pas étonnant que la tâche soit tombée sur le leader travailliste. Les deux autres représentants en chef de la séparation unilatérale sont hors circuit : Olmert va être jugé et Tzipi Livni est dans la jungle de l'opposition. Barak espère faire pression de l'intérieur du gouvernement. Barak est éminemment qualifié pour le job. Il a pris la charge du processus d'Oslo après l'assassinat de Yitzhak Rabin, puis a essayé de mettre en oeuvre la séparation finale implicite dans les accords d'Oslo à camp David en 2000 — en

des termes extrêmement avantageux pour Israël. Peut-il réussir à changer les dispositions de Nétanyahou ? Ceci paraît improbable.

NLP : Avi Shlaim décrivait récemment Tony Blair comme « le grand traître de Gaza ». Que faites-vous du rôle de Tony Blair comme envoyé de la paix au Moyen-Orient ?

JC : Blair est un commerçant renommé qui vend le même remède de charlatan à plusieurs clients. Premièrement, il est ici pour fournir un semblant de préoccupations occidentales sur le rapiéçage du Moyen-Orient. Il veut faire croire que l'Occident est engagé à agir, même quand il omet d'intervenir et que la situation des Palestiniens en général, et de ceux de Gaza en particulier, se détériore rapidement. Il nous vend la dépossession continue des Palestiniens dans une bouteille étiquetée « paix ».

Il est aussi une sorte de proconsul européen pour conseiller les Américains sur un nouveau paquet-cadeau pour leur politique. Les USA ont pris conscience du fait qu'ils ont perdu toute crédibilité dans le reste du monde sur cette question. Le job de Blair est de reconcevoir la bouteille appelée « USA honnête intermédiaire » pour qu'on achète le produit à nouveau.

Sa tâche suivante est d'essayer de soutirer d'Israël toute concession mineure qu'il peut assurer pour le compte des Palestiniens et de persuader Tel-Aviv de coopérer pour vendre, comme percée dans le processus de paix, une bouteille vide appelée « espoir ».

Et finalement, il est ici pour créer l'impression que sa tâche principale est de défendre les intérêts des Palestiniens. À cette fin, il ramasse les trois bouteilles, les met dans un joli papier d'emballage et écrit sur l'étiquette « État palestinien ».

Pour ses travaux, il est grassement récompensé, particulièrement par Israël.

NLP : Vous avez décrit comment Israël devient de plus en plus répressif envers sa propre population arabe. De quelle façon ?

JC : Soyons clairs : Israël a toujours été « répressif » envers sa minorité palestinienne. Ses deux premières décennies ont été marquées par un gouvernement militaire très dur pour la population palestinienne en Israël. Par exemple, des milliers de Bédouins ont été expulsés de leurs maisons dans le Néguev plusieurs années après l'établissement d'Israël et chassés dans le Sinaï. Le passé d'Israël ne devrait pas être glorifié.

Ce que j'ai argumenté, c'est que la direction prise par la politique israélienne depuis que le processus d'Oslo a commencé a été de plus en plus dangereuse pour la minorité palestinienne. Avant Oslo, Israël s'intéressait principalement à contenir et à contrôler la minorité. Depuis Oslo, il a essayé de travailler une situation dans laquelle il pourrait déclarer ne plus être responsable des Palestiniens d'Israël ayant formellement la citoyenneté. Ceci est intimement lié à la politique plus générale d'Israël de « séparation unilatérale » des Palestiniens sous occupation : à Gaza, par le désengagement ; en Cisjordanie, par la construction du mur. La préoccupation principale d'Israël est que — après la séparation, s'il restait des citoyens Palestiniens dans l'État juif - ils auraient une bien plus grande légitimité pour demander les mêmes droits que les Juifs. Les Israéliens considèrent que c'est une menace existentielle pour leur Etat : les citoyens Palestiniens pourraient utiliser leur pouvoir, par exemple, pour demander un droit au retour pour leurs proches et ainsi créer une majorité palestinienne. Le problème pour Israël, c'est que les citoyens Palestiniens peuvent exposer l'imposture des affirmations israéliennes d'être un État démocratique.

Alors, dans le cadre de sa politique de séparation, Israël a réfléchi au moyen de se débarrasser de la minorité palestinienne, ou à tout le moins de la priver du droit de vote d'une manière qui semblerait démocratique. C'est une longue histoire que je décris en détail dans mon livre 'Blood and Religion'.

Les politiciens considèrent diverses approches, de l'expulsion physique des citoyens Palestiniens d'Israël dans les bantoustans des territoires occupés, à la privation progressive des droits des citoyens qu'ils leur restent, dans l'espoir qu'ils choisiront de partir. Pour le moment nous voyons se poursuivre cette dernière politique, mais nombreux sont ceux dans le gouvernement qui souhaitent que la première politique soit réalisée quand le climat politique sera favorable.

NLP : Les dirigeants Israéliens déclarent fréquemment qu'Israël est une démocratie et que les Arabes d'Israël se voient allouer les mêmes droits que les autres citoyens. Comment voyez-vous cela ?

JC : La supposition très répandue qu'Israël est une démocratie est bien étrange.

C'est une démocratie sans frontières définies, comprenant des parties d'un territoire étranger, la Cisjordanie, dans laquelle un groupe ethnique/religieux — les colons juifs — ont le droit de vote tandis qu'un autre — les Palestiniens — ne l'a pas. Ces colons, qui vivent au dehors des frontières internationalement reconnues d'Israël, ont en fait mis au pouvoir Benjamin Netanyahou et Avigdor Lieberman.

C'est aussi une démocratie qui a transféré le contrôle de plus de 13 % de son territoire souverain (et une grande proportion de sa terre inhabitée) à une organisation extérieure, le Fonds National Juif, qui empêche une partie significative des citoyens israéliens — les 20 % qui sont Palestiniens — d'avoir accès à cette terre, à nouveau sur la base de critères ethniques/religieux.

C'est une démocratie qui a historiquement charcuté son corps électoral en expulsant la plus grande part de la population indigène hors de ses frontières — maintenant appelés les réfugiés Palestiniens — pour assurer une majorité juive. Elle a continué à charcuter sa base électorale en donnant à un groupe ethnique, les Juifs autour du monde, un droit automatique à devenir citoyen tout en refusant le même droit à un autre groupe ethnique, les Arabes Palestiniens.

C'est une démocratie qui, malgré une pléthore de partis et la nécessité de créer de larges coalitions de gouvernement, s'est systématiquement assurée qu'une fraction des partis (les Palestiniens et les antisionistes) soit exclue du gouvernement. En fait, la « démocratie » d'Israël n'est pas une compétition entre différentes visions

de la société, comme vous l'attendriez, mais un pays dirigé par une idéologie unique appelée sionisme. En ce sens, il y a eu un parti unique au pouvoir en Israël depuis sa naissance. Tous les nombreux partis qui ont participé au gouvernement au cours des années ont été d'accord sur une chose : qu'Israël devrait être un État qui donne des privilèges aux citoyens qui appartiennent à un groupe ethnique. Là où il y a désaccords, c'est sur des intérêts sectoriels étroits et sur la façon de gérer les détails de l'occupation — une question concernant des territoires hors des frontières d'Israël.

Les défenseurs de l'idée qu'Israël est une démocratie indiquent le suffrage universel du pays. Mais c'est une base bien faible pour classer Israël comme une démocratie. Israël était aussi considéré comme une démocratie dans les années 50 et 60 — avant que l'occupation ne commence — quand 1/5 de la population, la minorité palestinienne en Israël, vivait sous un gouvernement militaire. Alors comme maintenant, ils avaient le droit de vote mais pendant cette période ils ne pouvaient pas quitter leurs villages sans un permis des autorités.

Mon argument, c'est que donner le droit de vote aux 20 % de l'électorat palestinien n'est pas une preuve de démocratie quand les Juifs d'Israël ont truqué leur « démocratie » à la base par un nettoyage ethnique (la guerre de 1948) ; par des politiques d'immigration discriminatoires (la loi du retour) ; et par la manipulation des frontières pour inclure les colons tout en excluant les Palestiniens occupés, alors qu'ils vivent sur le même territoire.

Les universitaires israéliens qui considèrent ces choses ont dû inventer de nouvelles classifications pour traiter de ces aspects étranges du paysage « démocratique » israélien. Les plus généreux l'appellent une « démocratie ethnique » ; les plus critiques, une « ethnocratie ». La plupart s'accordent cependant sur le fait que ce n'est pas la démocratie libérale telle que l'imaginent la plupart des occidentaux.

NLP : Vous décrivez le militant et écrivain Uri Avnery, vétéran contre l'occupation, comme un « critique compromis » d'Israël. Qu'entendez-vous par là ? Qu'est-ce qui ne va pas avec la position d'Avnery sur l'occupation ?

JC : Il n'y a rien de faux avec la position d'Avnery sur l'occupation. Il veut la terminer, et il a travaillé opiniâtement et bravement pour y parvenir pendant des décennies.

Le problème vient de notre [nous ses lecteurs] tendance à mal comprendre ses raisons de rechercher la fin de l'occupation, et en ce sens je pense que son rôle dans le mouvement de solidarité palestinien n'a pas été entièrement utile. Avnery veut que l'occupation finisse mais, c'est clair dans ses écrits, il est motivé avant tout par un désir de protéger Israël comme État juif, le genre d'État ethnocratique que je viens juste de décrire. Avnery ne le cache pas : il s'est toujours déclaré comme un fier sioniste. Mais à mon avis, son attachement à un État privilégiant les Juifs compromet sa capacité à critiquer la logique inhérente du sionisme et à répondre aux changements rapides de la politique d'Israël sur le terrain, particulièrement aux objectifs de la séparation.

En un sens, Avnery est scotché romantiquement aux années 1970 et 1980, l'âge d'or de la résistance palestinienne. Quand la lutte palestinienne était beaucoup plus directe : c'était pour la libération nationale. En ces temps-là la bataille d'Avnery se déroulait principalement à l'intérieur de l'Organisation de Libération de la Palestine, pas à l'intérieur d'Israël. Il favorisait une solution à deux États quand beaucoup à l'intérieur de l'OLP promouvaient la vision d'un seul État démocratique incluant à la fois Palestiniens et Israéliens. Comme nous le savons, Avnery a gagné la bataille idéologique : Arafat a signé pour la vision de deux États et est finalement devenu le chef de l'Autorité Palestinienne, le gouvernement palestinien en attente.

Mais avec Oslo et le consentement palestinien formel au partage de la Palestine historique, Avnery a dû déplacer l'axe de sa lutte vers Israël, où il y avait beaucoup plus de résistance à l'idée. Alors que les leaders Palestiniens étaient des participants volontaires, et même enthousiastes du processus d'Oslo, les leaders Israéliens étaient beaucoup plus cyniques. Ils voulaient une dictature palestinienne dans les territoires palestiniens occupés, dirigée par Arafat, qui supprimerait tous désaccords tandis qu'Israël continuerait à exploiter la terre, les ressources en eau et la force de travail palestinienne via une série de zones industrielles.

À cause de son investissement émotionnel dans la politique de séparation d'Oslo, Avnery a mis beaucoup de temps à mesurer la mauvaise foi d'Israël dans ce processus. Alors que les horreurs du mur et les massacres de Gaza se développaient, j'ai commencé à voir dans ses écrits une précaution très tardive, une hésitation. C'est heureux. Mais je pense que voir en Avnery un guide sur la direction que la lutte palestinienne contre l'occupation devrait prendre maintenant — par exemple, sur la question du boycott, du désinvestissement et des sanctions — ce n'est probablement pas sage. Sur d'autres questions, il a de nombreuses intuitions fascinantes à offrir.

NLP : Vous êtes un avocat de la solution à un État du conflit. Vu l'opposition écrasante de la plupart des Israéliens à une telle solution comment ceci va-t-il arriver ?

JC : Laissez-moi faire une qualification initiale. Je ne me considère pas comme un « avocat » d'une quelconque solution particulière du conflit. Je serais heureux de soutenir une solution à deux États si je la pensais possible. Je n'ai pas d'opinion sur l'arrangement technique requis pour que les Palestiniens et les Israéliens vivent des vies heureuses et en sécurité. Si cela peut être réalisé dans une solution à deux États alors j'y suis tout à fait favorable.

Mon soutien pour un État vient du fait que je demande encore à voir quelqu'un faire un plaidoyer convaincant pour deux États, au vu des réalités actuelles. Dans la communauté progressiste, ceux qui soutiennent la solution à deux États semblent le faire parce que leur connaissance du conflit est basée sur des compréhensions dépassées d'une décennie ou plus, et typiquement parce qu'ils savent assez peu ce qui fait tourner la politique israélienne dans les frontières internationalement reconnues d'Israël — ce qui n'est pas vraiment surprenant, vu la minceur de l'information sur le sujet.

Ceci est lié à la question de savoir comment les Israéliens peuvent être convaincus. Si le critère pour décider de la viabilité d'une solution est qu'elle soit acceptable par l'opinion publique juive israélienne, alors les tenants de

deux Etats ont exactement le même problème que les tenants d'un État. Il n'y a pas de soutien populaire en Israël pour un retrait complet aux frontières de 1967, pour une connexion entre la Cisjordanie et Gaza, des frontières ouvertes pour l'État palestinien et son droit à créer des alliances diplomatiques comme il le souhaite, une armée palestinienne et une force aérienne, les droits palestiniens à leurs ressources en eau, Jérusalem comme capitale de la Palestine, etc. Presque aucun Juif israélien ne voterait pour un gouvernement proposant cette solution. Quand nous entendons parler de sondages indiquant qu'une majorité d'Israéliens est pour une solution à deux Etats, ce n'est pas à cela que les sondés se réfèrent : ils veulent dire une série de bantoustans entourés par du territoire israélien et des colons, des contrôles sévères des déplacements des Palestiniens entre ces bantoustans, la capitale de la Palestine à Abou Dis ou dans un autre village autour de Jérusalem, la poursuite du contrôle d'Israël sur l'eau, pas d'armée palestinienne, etc.. La vision du public israélien sur la Palestine est la même que celle de ses dirigeants : une extension du modèle de Gaza à la Cisjordanie.

Alors il vaut mieux oublier pour le moment de céder aux exigences de l'opinion publique israélienne. Elle changera quand elle se verra devant un autre calcul coût-bénéfices pour la poursuite de la domination sur les Palestiniens, comme cela s'est produit parmi les Sud-africains blancs qui ont été encouragés à se tourner contre le régime d'apartheid. C'est le rôle de campagnes comme celle de Boycott, Désinvestissements et Sanctions. Réfléchissons plutôt sur des solutions viables qui s'accordent avec les droits des Israéliens et des Palestiniens à vivre des vies correctes.

Il est intéressant que malgré la croyance fautive que les Israéliens favorisent une (réelle) solution à deux Etats sur une solution à un État, il y a maintenant des indications qu'une large coalition d'Israéliens accepte l'idée que le moment pour une solution à deux Etats est dépassé. Meron Benvenisti, l'ancien maire adjoint de Jérusalem, en est un dans la gauche sioniste. Mais, surprise, il a été rejoint récemment par Tzipi Hotovely, un député influent du parti Likoud de Netanyahu, qui argumente pour accorder la citoyenneté aux Palestiniens de Cisjordanie. NLP : D'autres intellectuels comme Noam Chomsky et Norman Finkelstein ont argumenté en faveur d'une solution à deux Etats, en soulignant que l'opinion mondiale et la loi internationale sont fermement du côté d'une telle solution. Comment répondez-vous ?

JC : Malgré tout le respect que j'ai pour Finkelstein et Chomsky, je ne trouve pas ces arguments convaincants. Dans ce cas, « opinion mondiale » ne veut pas dire beaucoup plus qu'opinion à Washington, et comme Chomsky l'a souligné avec éloquence en de nombreuses occasions, les USA auprès d'Israël sont le parti du rejet dans le conflit. En fait c'est précisément parce que les USA et Israël sont le camp du rejet que nous devrions être méfiants sur l'acceptation d'un arrangement à deux Etats comme solution viable du conflit maintenant que les leaders des deux pays le soutiennent ostensiblement.

Je dirais plutôt que les USA et Israël font semblant de soutenir une solution à deux Etats pour masquer la réalité qui émerge sur le terrain, dans laquelle le privilège juif est maintenu par une solution à un État imposée unilatéralement par Israël. Sans ce camouflage, la nature d'apartheid du régime et le programme rampant de nettoyage ethnique seraient évidents pour tout le monde.

Depuis Oslo, Barak, Sharon, Olmert et Livni ont tous compris que « l'opinion mondiale » ne pouvait être maintenue à distance que tant qu'Israël semblait favoriser une solution à deux Etats. Netanyahu a gêné l'Occident, et les USA en particulier, en laissant tomber ce faux-semblant. C'est pourquoi il est si impopulaire et pourquoi nous commençons à voir plus de descriptions critiques d'Israël dans les médias. Les choses ne sont pas pires, au moins dans les territoires occupés, qu'elles ne l'étaient sous Olmert and Co. (en fait, on pourrait soutenir qu'elles sont légèrement meilleures), mais il est beaucoup plus facile pour les journalistes de couvrir une partie de la réalité maintenant. Je suppose que c'est un moyen de ramener Netanyahu dans la ligne.

L'argument de la loi internationale, dans ce contexte, n'est pas beaucoup plus utile. Alors que la loi internationale offre un ensemble de principes précis et indépassables quand il s'agit de déterminer les lois de la guerre, par exemple, les choses ne sont pas si évidentes quand elle concerne les frontières et les territoires.

À quel morceau de loi internationale nous référons-nous ? Pourquoi ne pas prendre comme point de référence le plan de partage de 1947, qui verrait près de la moitié de la Palestine historique revenir aux Palestiniens, et Jérusalem sous contrôle international ? Et que faisons-nous de la résolution de l'ONU 242, qui se réfère à « l'acquisition de territoires » dans la version anglaise et « l'acquisition des territoires » dans la version française ? Les Palestiniens devraient-ils se voir offrir 22 % de leur patrie ou moins de 22 % ? Et que signifient les accords d'Oslo en pratique pour la souveraineté palestinienne, étant donné que les questions du statut final ont été laissées ouvertes ?

On peut argumenter interminablement sur ces points, et s'attarder sur eux à l'exclusion de toute autre considération, c'est une recette pour aider les puissants dans leur lutte pour assurer que le statu quo — l'occupation — se maintient.

Les objectifs premiers de la loi internationale sont doubles : sauvegarder la dignité des êtres humains ; et assurer leur droit à l'autodétermination. De mon point de vue, ces objectifs ne peuvent pas être réalisés par une solution à deux Etats, étant donné à la fois les réalités sur le terrain et les conditions sur la souveraineté palestinienne exigées par Israël et la communauté internationale.

Alternativement, nous devrions nous adresser à la loi internationale pour fournir un cadre de référence à une solution au conflit israélo-palestinien, mais il ne doit pas nous lier les mains. L'objectif est de trouver un arrangement pratique et politiquement créatif qui ait une légitimité aux yeux des deux parties et qui puisse assurer que les Israéliens et les Palestiniens vivent des vies heureuses et sûres. L'objectif ici n'est pas une solution technique, c'est une paix durable.

NLP : La couverture médiatique britannique du conflit est typiquement plus sympathisante envers Israël qu'envers les Palestiniens, et généralement elle échoue à donner le fond historique approprié du conflit. Pourquoi, à votre avis, les médias britanniques se comportent-ils ainsi concernant le conflit ?

JC : Il y a différentes raisons qui sont parfois difficiles à démêler. Pour simplifier, je vais les séparer en trois catégories : les questions pratiques auxquelles font face les journalistes couvrant le conflit ; les attentes imposées par le « professionnalisme » supposé du journaliste ; et les contraintes idéologiques et structurelles qui reflètent le fait que le journalisme dominant pratiqué aujourd'hui est un journalisme qui se laisse intimider par les intérêts des entreprises.

Sur les questions pratiques, une des plus importantes — quoique la plus tue pour des raisons évidentes — c'est le fait que les bureaux étrangers préfèrent nommer des journalistes Juifs pour couvrir le conflit. En partie, la préférence pour les journalistes Juifs reflète une estimation des rédacteurs en chef, probablement correcte, qu'Israël, pas les Palestiniens, fait les nouvelles et que les journalistes Juifs se débrouilleront mieux quand ils négocient dans les coulisses du pouvoir d'un État juif auto-déclaré. Face aux candidats pour l'emploi, un rédacteur en chef étranger fera souvent le choix facile d'un Juif qui parle bien l'hébreu, dont la famille ici fournira des contacts tout prêts, et qui a un certain type d'engagement à vivre ici et à obtenir une compréhension plus profonde de la vie (israélienne). Bien sûr, ce sont précisément les raisons pour lesquelles un rédacteur en chef devrait juger un journaliste inapproprié, mais en pratique ça ne se passe pas ainsi.

Je sais par expérience personnelle que la plupart des dirigeants Israéliens essaient de découvrir si vous êtes Juif avant qu'il établisse une quelconque forme d'intimité avec vous comme journaliste. Ceci opère à l'avantage des journalistes Juifs quand un job se présente à Jérusalem.

Je dois ajouter que la tendance historique des médias britanniques à nommer des journalistes Juifs a diminué ces dernières années, peut-être parce que les bureaux ont pris plus conscience de cela. Mais elle est encore très forte parmi les médias étasuniens, et ce sont les médias étasuniens qui donnent le la de la hiérarchie des nouvelles sur le conflit. Ethan Bronner du New York Times est assez typique de ce point de vue et la décision indulgente du journal de lui permettre de continuer ses articles après les révélations d'un clair conflit d'intérêts — son fils a rejoint l'armée israélienne — ne fait que souligner ce point.

La deuxième question pratique est la localisation des bureaux britanniques : dans Jérusalem Ouest juif. Ceci conduit à une identification naturelle avec les préoccupations israéliennes. Il serait tout aussi facile, et moins coûteux, de mettre des journalistes à courte distance à Ramallah, ou même dans un quartier palestinien de Jérusalem Est, mais personne ou presque ne le fait.

Et puis il y a les sources locales d'information auxquelles se fie un journaliste. Il ou elle lira les médias israéliens, qui pour la plupart ont des éditions anglaises, et il en viendra à comprendre le conflit au travers des analyses et des commentaires de journalistes israéliens. C'est encore plus vrai pour les journalistes qui lisent l'hébreu. Y a-t-il des journalistes britanniques lisant les médias palestiniens en arabe ? J'en doute.

De même, les porte-parole israéliens ont beaucoup plus de chances d'être des sources d'information : ils parlent anglais habituellement ; ils sont accessibles, particulièrement si vous êtes Juif et vu comme « sympathisant » pour Israël ; et ils font autorité du point de vue des correspondants. À l'opposé, les Palestiniens sont dans une position bien plus faible. Qui compte comme porte-parole palestinien ? Habituellement les journalistes se tournent vers l'Autorité Palestinienne pour des commentaires, même quand le programme de l'AP est fortement compromis et quand l'opinion palestinienne est profondément divisée. De plus, les porte-parole palestiniens officiels sont souvent ligotés par une bureaucratie rigide, le manque de responsabilité, des problèmes de langue, et une connaissance faible des décisions prises à Tel-Aviv et à Jérusalem Ouest qui déterminent leur vie.

Les questions qui dérivent du soi-disant « professionnalisme » du journalisme doivent être séparées en deux. L'entraînement professionnel des journalistes les encourage à croire qu'il existe des critères objectifs qui définissent les nouvelles qui comptent. Si bien que les journalistes professionnels sont supposés suivre des lignes d'enquête similaires et se tourner vers le même groupe de contacts « neutres ». Ceci justifie à la fois la philosophie de la « chasse en meute » qui sous-tend la majorité du journalisme dominant et l'appui sur les sources de l'establishment que les journalistes utilisent pour interpréter les nouvelles.

Dans le cas d'Israël-Palestine, on en vient à des compte-rendus très similaires du conflit qui sont ordinairement filtrés au travers des perspectives d'une élite étroite et de politiciens, d'universitaires et de diplomates qui partagent les mêmes hypothèses fantasmatiques sur le conflit : qu'il y a un processus de paix significatif ; que les leaders Israéliens agissent de bonne foi ; que l'occupation est désagréable mais temporaire ; que les Palestiniens sont les pires ennemis d'eux-mêmes ou génétiquement prédisposés au terrorisme ; que l'occupation de Gaza est terminée ; que les Américains sont une partie neutre dans le conflit ; etc..

« L'équilibre » est aussi souvent considéré comme une qualité essentielle de tout journalisme professionnel. L'équilibre du type « Israël dit — les Palestiniens disent » encourage une vision d'un conflit avec deux côtés à égalité. Il favorise le statu quo, qui favorise Israël parce que c'est la partie dominante.

Une autre question qui biaise la couverture médiatique : les journalistes professionnels sont supposés prendre des directives pour leur couverture des événements auprès d'éditeurs en chef, habituellement à des milliers de kilomètres de là. Les médias dominants sont très hiérarchisés et peu de journalistes risqueront de s'engager dans des combats répétés avec des éditeurs en chef s'ils veulent réussir. Le problème, c'est que ces éditeurs ont formé leurs opinions du conflit en partie par la lecture d'éditorialistes influents, notamment ceux des USA considérés comme proches des centres de pouvoir. Ceci signifie que des commentateurs sionistes comme Thomas Friedman et feu William Safire façonnent la compréhension des éditeurs britanniques sur la région et par conséquent aussi le type de couverture qu'ils attendent de leurs journalistes. Habituellement, les journalistes

professionnels n'inventent pas des choses pour satisfaire leurs éditeurs, mais ils se tiennent à l'écart de certains sujets ou de fils d'enquête qui iraient contre les préjugés de leurs éditeurs.

Cette tendance est fortement renforcée par le lobby pro-Israël en Grande-Bretagne, qui rend les choses difficiles aux journalistes et à leurs éditeurs sitôt qu'ils s'écartent des hypothèses habituelles, généralement fausses, sur Israël. Le simple poids du lobby, à la fois en raison des connexions de ses dirigeants avec les élites britanniques et de son grand nombre de troupiers, le rend très intimidant pour les médias. Des questions mineures d'interprétation par un journaliste peuvent rapidement être gonflées en un scandale à grande échelle de journalisme biaisé ou en accusations d'antisémitisme. Même un reportage juste qui est critique d'Israël peut endommager la réputation d'un journaliste, comme Jeremy Bowen l'a découvert l'an dernier quand des plaintes absurdes contre lui furent confirmées par le BBC Trust.

L'effet du lobby en Grande-Bretagne est encore accentué par le pouvoir bien plus grand du lobby pro-Israël aux USA. Les éditeurs britanniques, comme nous l'avons déjà noté, se tournent vers les commentateurs étasuniens pour des orientations sur le conflit. Si bien que le lobby US, en façonnant les points de vue des médias étasuniens, affecte aussi la conception des médias britanniques.

Ces derniers problèmes sont étroitement liés aux questions beaucoup plus idéologiques et structurelles touchant le journalisme moderne qui dirigent la couverture d'Israël-Palestine.

Lors de mes débuts de carrière, lorsque je travaillais pour des journaux britanniques, j'étais un journaliste libéral très traditionnel. Ce n'est que lorsque je suis devenu freelance, que je me suis établi au Moyen-Orient et que j'ai commencé à couvrir le conflit israélo-palestinien depuis une ville palestinienne que j'ai découvert que mes croyances de toute une vie sur les médias britanniques libéraux étaient insoutenables. Ce fut une période de désillusion rapide et profonde. Arrivé ici, j'étais face à un choix catégorique : rapporter sur le conflit de la même manière tordue et trompeuse adoptée par les journalistes conformistes, ou bien devenir ce qu'on appelle un journaliste « dissident ». Je me suis battu dans la première option pendant un certain temps, en publiant dans le Guardian et dans l'International Herald Tribune quand je pouvais, mais c'était avec la conscience lourde. Ce fut pendant cette période que j'ai entendu parler du modèle de propagande d'Ed Hermann et de Noam Chomsky, ainsi que de sites Web comme Media Lens, qui ont finalement donné du sens à ma propre expérience de journaliste.

Le problème structurel du journalisme moderne est un sujet énorme que je ne peux qu'effleurer ici.

Le journalisme professionnel existe dans sa situation actuelle parce qu'il est subventionné par des propriétaires fabuleusement riches et par des annonceurs fabuleusement riches, qui, tous deux, partagent les intérêts des élites entrepreneuriales qui dirigent nos sociétés. Les médias possédés par des entreprises s'assurent via un processus de « filtrage » que leurs journalistes partagent leurs valeurs entrepreneuriales. Les journalistes qui parviennent à une position comme celle de chef de bureau à Jérusalem, par exemple, sont passés par un processus très long de sélection qui se débarrasse de quiconque est considéré indésirable. Typiquement, un journaliste indésirable échoue à se conformer aux règles implicites de la profession : il n'est pas intimidé face au pouvoir et à l'autorité, il regarde au-delà des élites vers d'autres sources d'information, il rejette l'idée bidon de l'objectivité et de la neutralité, etc. De tels journalistes, soit restent bloqués dans des emplois inférieurs, soit sont virés.

Le résultat est une sorte de sélection naturelle darwinienne qui assure que les journalistes d'entreprises, de clubs, parviennent au sommet et sélectionnent à leur image ceux qui les suivront .

Étant donné cette analyse du journalisme d'entreprise, il devient beaucoup plus facile de comprendre pourquoi les médias occidentaux, où les intérêts financiers, militaires et industriels prévalent, montrent une bien plus grande sympathie pour les préoccupations israéliennes que pour celles des Palestiniens.

New Left Project

Jonathan Cook est un écrivain et journaliste basé à Nazareth, Israël. Ses derniers livres sont : "Israel and the Clash of Civilisations : Iraq, Iran and the Plan to Remake the Middle East" (Pluto Press) et "Disappearing Palestine : Israel's Experiments in Human Despair" (Zed Books). .

Son site Web est <http://www.jkcook.net/>

15 -03

[HTTP://WWW.SILVIACATTORI.NET/ARTICLE1146.HTML](http://WWW.SILVIACATTORI.NET/ARTICLE1146.HTML)

1-13 Khalid Amayreh : Les Occidentaux sont entrés dans une phase de déni de la réalité coloniale en Palestine.

Silvia Cattori*

Alors que le gouvernement israélien évoque une « paix économique » avec les Palestiniens, et que le gouvernement français suggère une reconnaissance d'un Etat palestinien fictif —sans territoire, ni souveraineté—, **Silvia Cattori a interrogé l'un des intellectuels phares de la Résistance palestinienne : Khalid Amayreh. Pour lui, les Occidentaux sont entrés dans une phase de déni de la réalité coloniale en Palestine, qu'ils ne perçoivent plus qu'aux travers de l'image que leurs Collaborateurs palestiniens leur rapportent.**

Silvia Cattori : Les grandes associations de solidarité avec la cause palestinienne publient immédiatement tous les écrits de militants israéliens et journalistes comme Michel Warshavski, Uri Avnery, Amira Hass, ou Gideon Levy, alors que peu de vos articles passent la censure.

Ceci montre bien que le discours dans le mouvement de solidarité est biaisé, tronqué à volonté ; certes, on condamne l'occupation mais on ne remet pas en question la légitimité de l'État sioniste, la dépossession et l'occupation de la Palestine depuis 1948, etc. Comme si l'occupation n'avait eu lieu que depuis 1967. Mieux vaut être juif israélien pour être crédible quand on parle de la Palestine et d'Israël ?

Khalid Amayreh [1] : Vos observations sont malheureusement exactes. Toutefois, il vaut toujours mieux voir la moitié pleine du verre proverbial. Le fait que ces gens soient arrivés à se rendre compte eux-mêmes qu'Israël commet des crimes et des violations des droits humains fondamentaux du peuple palestinien est un acte louable en soi.

Ce qui est plus important, c'est qu'un acte révolutionnaire ne peut se produire en dehors de son milieu naturel, historique et politique. Nous ne pouvons pas attendre de gens qui ont été élevés toute leur vie au sein de la religion de l'holocauste qu'ils se convertissent soudainement à l'antisémitisme. En France, comme aux États-Unis et dans une grande partie de l'Occident, tourner le dos complètement à Israël et au sionisme, c'est perdre une certaine partie de son identité. Par conséquent, beaucoup de gens ne sont tout simplement pas prêts à subir la transformation souhaitée. Mon impression personnelle est que la transformation finale se produira alors que la résistance universelle au sionisme deviendra plus profonde et irréversible et que la futilité du soi-disant processus de paix deviendra plus évidente, ce qui est en train de se produire maintenant.

Silvia Cattori : L'assassinat à Dubaï d'un cadre militaire du Hamas, Mahmoud al-Mabhouh, a été abondamment commenté. Jamais l'image d'Israël n'a été aussi dégradée. Mais ne doit-on pas constater qu'aucun État ne condamne la politique israélienne d'assassinats ciblés de résistants palestiniens ? N'est-ce pas la démonstration que les hommes politiques occidentaux se refusent à voir l'affreuse et brutale politique de l'actuel Premier ministre Benjamin Netanyahu et de son ministre des Affaires étrangères Avigdor Lieberman ?

Khalid Amayreh : Voyez-vous, la politique internationale est très semblable à une maison mal famée. Les principes, y compris les soi-disant principes moraux, ne veulent rien dire face à la raison d'État. Dans les pays occidentaux, les dirigeants et les politiciens ne cessent d'affirmer les idéaux de liberté, de droits de l'homme et de démocratie. Mais quand ces principes entrent en contradiction avec l'opportunisme, ou sont soumis à un véritable test (par exemple, la victoire électorale du Hamas en 2006), ils sont laissés de côté au nom du réalisme et du pragmatisme.

La même chose s'applique au comportement d'Israël. Israël a toujours été une entité criminelle ; et l'Occident s'en est accommodé. Par conséquent, il serait naïf de s'attendre à ce que l'Occident connaisse un soudain réveil de conscience, juste parce qu'Israël a assassiné un dirigeant palestinien. Israël a toujours commis de tels crimes, et l'Occident a toujours vécu avec ça ; donc il n'y a là absolument rien d'extraordinaire.

Silvia Cattori : Quand le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu répète qu'Israël ne se retirera jamais de Jérusalem Est, ni ne reviendra aux frontières de 1967, ni n'autorisera les réfugiés palestiniens à revenir dans ce qui est maintenant « Israël », quel moyen avez-vous de faire entendre votre colère ?

Khalid Amayreh : J'ai tendance à le croire, ce qui me convainc vraiment de la futilité de rechercher la paix avec Israël. Malheureusement, il est trop tard pour la paix avec Israël. Maintenant il y a, ou un conflit ouvert, ou un seul État démocratique sur tout le territoire de la Palestine mandataire du Jourdain à la Méditerranée où tous les habitants sont considérés comme des citoyens, sans distinction de religion et d'ethnie. Inutile de dire que ce concept est anathème pour Israël, puisqu'il conduirait à la perte de son identité juive.

Silvia Cattori : Après avoir appelé à démembrer l'Irak, après avoir détruit le Liban et la Palestine, Israël veut maintenant s'attaquer à l'Iran. Le gouvernement du Président Sarkozy est ouvertement le plus acharné à soutenir Israël contre l'Iran. Mais est-ce bien l'Iran qui menace le Moyen-Orient ?

Khalid Amayreh : Non, l'Iran ne représente en rien une menace pour le Moyen-Orient. L'Iran est encore très largement un pays du Tiers Monde qui n'a pas la capacité (et l'inclination) de poser une telle menace. D'ailleurs, l'Iran, contrairement à Israël, n'a pas mené de guerres d'agression dans les temps modernes.

À mon avis, la raison motrice derrière l'hystérie israélo-occidentale contre l'Iran est de s'assurer qu'Israël demeure la seule superpuissance, incontestée et incontestable dans le Moyen-Orient tel qu'il est aujourd'hui. Ainsi, les propos essentiellement phobiques concernant la possible destruction d'Israël par l'Iran sont de la foutaise [2]. C'est une insulte à l'intelligence des gens qui ne devrait même pas être évoquée par des gens sérieux.

Israël possède des centaines de têtes nucléaires et des bombes, ainsi que leurs vecteurs, ce qui signifie qu'il serait tout à fait insensé de menacer Israël. Certains prétendent que les dirigeants iraniens peuvent être « insensés » mais cela ne tient pas debout. Un pays qui a su se diriger au travers des terrains traîtres de la politique internationale ne peut pas réellement être insensé.

En dernière analyse, il s'agit d'un défi potentiel à la suprématie d'Israël dans la région, non à son existence, une situation qui dure depuis le lendemain de la Seconde Guerre mondiale. C'est ce qui irrite Israël et l'Occident. Quant à Sarkozy, il manque de toute évidence de la rectitude d'un dirigeant honnête. Il est tout-à-fait une copie européenne de George Bush, mais qui ne possède pas l'énormité des moyens qui étaient à la disposition de ce dernier.

Silvia Cattori : Comment la France — totalement alignée sur Israël comme elle l'est maintenant [3]— pourrait-elle bien, comme elle en affiche l'ambition, aider les Palestiniens à recouvrer leurs droits ? N'a-t-elle pas déjà perdu tout son crédit et son influence dans la région ? Quant à la stratégie d'Obama pour le Moyen-Orient n'a-t-elle pas déjà échoué ?

Khalid Amayreh : La France n'est pas vraiment qualifiée pour exercer un véritable rôle constructif en aidant les Palestiniens à recouvrer leurs droits. La France, notamment sous le gouvernement actuel, est trop réticente, trop inconsistante, trop dépourvue de principes et trop séduite par le romantisme sioniste.

En effet, la France a démontré à maintes reprises que son cœur et son esprit appartiennent à Israël, non à la justice. En outre, l'attitude scandaleuse de la France lors de l'attaque génocidaire d'Israël contre la population de la bande de Gaza, il y a un an, était réellement un exemple classique de prostitution politique. Que peut-on dire d'autre d'une puissance internationale majeure qui a autrefois enseigné au monde le sens du mot liberté et qui est restée les bras croisés, à regarder passivement la pluie de mort déversée par « les nazis » d'Israël sur la tête des enfants et des femmes sans défense de Gaza sous le prétexte mensonger de l'auto-défense ?

Silvia Cattori : N'avez-vous pas été choqué par l'appel à reconnaître un « État palestinien sans frontières », lancé par Bernard Kouchner le 21 février 2010, jour de l'arrivée à Paris du président de l'Autorité palestinienne, Mahmoud Abbas ? Si la France veut reconnaître un État palestinien, pourquoi devrait-ce être sans avoir défini ses frontières ?

Khalid Amayreh : Oui, j'ai été choqué. Et je pense que beaucoup d'autres Palestiniens ont le même sentiment. La raison en est très claire. La proposition française pour la reconnaissance d'un État palestinien sans frontières devrait être considérée comme un euphémisme pour la liquidation de la cause palestinienne.

D'ailleurs, tout arrangement temporaire devrait consister en arrangements plus ou moins vagues, pour pouvoir être accepté par les deux parties. Et à partir de notre expérience avec les Accords d'Oslo, les accords vagues sont toujours interprétés par la partie puissante, en l'occurrence Israël, d'une manière qui sert les desseins israéliens, tandis que l'autre partie, les Palestiniens, n'a plus qu'à se livrer à un rêve éveillé.

Shimon Peres, le héros du massacre de Cana [4], n'avait-il pas dit « Je ne peux pas mettre un gardien sur les lèvres d'Arafat », lorsque le défunt leader palestinien avait déclaré que les Accords d'Oslo donnaient aux Palestiniens un État indépendant avec Jérusalem comme capitale ?

D'ailleurs, qui voudrait ou pourrait garantir qu'Israël ne considère pas les « frontières temporaires » comme des « frontières permanentes » ? Les États-Unis ? La France ? Le Royaume Uni ? L'Allemagne (on ne devrait probablement même pas mentionner l'Allemagne, étant donné son étreinte avec le nazisme israélien ! [5]) ?

Voyez donc, ces puissances ne peuvent même pas obtenir d'Israël qu'il arrête la démolition d'une maison arabe à Jérusalem-Est, et encore moins forcer Israël à se retirer du territoire palestinien.

Silvia Cattori : Dans un article cosigné avec Miguel Angel Moratinos [6], Bernard Kouchner a parlé d'un nouveau plan qui met à l'ordre du jour des négociations sur le statut final de l'État palestinien. Ici, encore, pensez-vous que c'est une solution crédible ? Le plan de Bernard Kouchner n'est-il pas un plan israélien ? Un plan « pour l'établissement des institutions et la création d'un État palestinien viable » que le Premier ministre palestinien Salam Fayyad, a fait sien en été 2009, et qui entend construire un État « dans les faits et sur terrain » pour 2011, par une multiplication de projets économique ? Qu'est-ce que cela vous inspire ?

Khalid Amayreh : Je pense que ce plan n'est pas un plan du tout. Il s'agit plutôt d'un processus de tromperie à l'image du défunt processus d'Oslo. D'ailleurs, il est toujours ridicule et vide de sens de prétendre qu'un État palestinien viable peut être construit tandis que les Palestiniens croupissent encore sous une cruelle occupation militaire étrangère qui contrôle chaque aspect de leur vie.

Je crois sincèrement que M. Fayyad agit tout-à-fait comme Alice au pays des merveilles. C'est un homme qui a été parachuté d'Amérique du Nord en Palestine grâce à une décision du président Bush. J'ose dire qu'il ne connaît pas vraiment la nature quasi-nazie du régime israélien. En outre, il pense naïvement que le renforcement des institutions, probablement accompagné d'une reconnaissance internationale, pourrait créer un certain mécanisme, ou une dynamique, qui finirait par faire du proverbial État palestinien viable, une tâche réalisable.

À cela, nous les Palestiniens, qui avons déjà passé par tout ça, du début à la fin, nous disons un grand « Non ». Nous avons appris, à la dure, que la création d'un État avant la libération est un acte dangereux et un stupide jeu de hasard. Cela a été prouvé d'une manière éclatante au travers du processus d'Oslo, qui nous a donné l'annexion au lieu de la libération, et l'apartheid au lieu d'un État.

D'ailleurs, qui voudrait garantir qu'Israël ne lancera pas ses chars pour écraser toutes les institutions que M. Fayyad voudrait construire en coopération avec des gens comme M. Kouchner, en particulier si les Palestiniens devaient continuer à être confrontés à la permanence des « frontières temporaires » proposées maintenant ?

Silvia Cattori : Salam Fayyad est un politicien que Nicolas Sarkozy et Bernard Kouchner voudraient voir installé définitivement au pouvoir. Luisa Morgantini, la dirigeante du mouvement de solidarité en Italie, considère Salam Fayyad comme un militant qui se bat aux côtés de son peuple. Qui est réellement Fayyad pour les Palestiniens ? Qu'a-t-il fait pour améliorer la vie quotidienne de son peuple ? Avez-vous vu moins de check points, moins de chômeurs sous son autorité ? Est-il vrai que la situation économique se soit améliorée en Cisjordanie, et qu'est-ce que cela signifie pour les Palestiniens sur le terrain ? Pensez-vous que Fayyad soit la bonne personne pour apporter une solution à la cause palestinienne ?

Khalid Amayreh : À mon avis, Fayyad est un homme qui s'efforce de mettre en œuvre le concept de « paix économique » de Netanyahu, dans lequel les Palestiniens, ou la majorité d'entre eux, accepteraient de troquer leurs aspirations nationales contre des emplois et de l'argent. En d'autres termes, il veut que nous nous contentions d'un « Etat » déformé, un Etat sans dignité, sans liberté, sans autorité, sans rien du tout, un petit avorton d'Etat qui serait perpétuellement soumis et asservi à Israël. Quant à Jérusalem, au droit de retour des réfugiés, aux nombreuses colonies juives qui continuent de s'étendre sur notre terre, ce ne sont en rien ses

préoccupations. Sa préoccupation ultime est d'atteindre la « prospérité économique », mais aux dépens de nos droits légitimes et inaliénables, y compris le droit de se libérer « du nazisme israélien ».

Si la vision de Fayyad devait aboutir, ce qu'à Dieu ne plaise, nous serions condamnés à plusieurs décennies de servitude et d'asservissement par le colonialisme juif, le tout au nom de la paix.

Silvia Cattori : Le peuple palestinien et sa cause ne peuvent que souffrir de la scission entre le Fatah et Hamas. En 2008, vous disiez qu'« il est impératif que les États membres de l'Union Européenne (UE), amorcent soit collectivement soit individuellement un dialogue avec le Hamas dans les plus brefs délais. Inutile de dire qu'un tel dialogue serait utile à toutes les parties concernées ainsi qu'à la cause de la paix et de la stabilité au Moyen-Orient ». [7]. En octobre 2009 quand le Fatah et le Hamas étaient proches de signer un pacte d'unité nationale il y eut un espoir. Et pourtant la division demeure ? Comment imaginer qu'Abbas et Fayyad puissent être loyaux demain dans une coalition avec le Hamas, après toutes les trahisons que l'on sait ?

Khalid Amayreh : Je ne suis pas très optimiste quant à une véritable réconciliation entre le Fatah et le Hamas. La raison en est que le Fatah, voire la totalité de l'Autorité palestinienne, n'a pas la volonté d'agir de manière indépendante, compte tenu du fait que tous deux sont presque entièrement tributaires pour leur survie financière des donateurs occidentaux et arabes pro-occidentaux.

En effet, la « raison d'être » de l'Autorité palestinienne maintenant, du moins du point de vue états-unien et israélien, est de combattre le Hamas ou au moins de freiner sa croissance. Cela n'est pas une affaire de stratégie politique passagère. C'est beaucoup plus que cela. Israël, qui continue de contrôler la politique états-unienne globale au Moyen-Orient, estime que l'inclusion du Hamas dans le corps principal de la politique palestinienne relèverait plus ou moins le plafond des aspirations et des attentes palestiniennes. C'est cela, et pas le problème du terrorisme, qui est la principale raison de la violente hostilité d'Israël au Hamas.

En outre, Israël considère qu'un Hamas fort s'emploierait à ce que le Fatah ne fasse pas de sérieuses concessions à Israël sur des questions cruciales du statut final comme Jérusalem et les réfugiés.

C'est pourquoi il est probable que la dichotomie entre l'Autorité palestinienne et le Hamas se poursuivra pendant un certain temps, à moins que l'Autorité palestinienne ne se délivre des chaînes de l'asservissement aux États-Unis et l'Union européenne qui considèrent le Hamas comme une organisation terroriste.

Silvia Cattori : Un officier du renseignement de l'Autorité Palestinienne, Fahmi Shabana al-Tamimi [8], a dénoncé les détournements de fonds publics au sein de l'Autorité palestinienne. A-t-il été entendu ? Où vont les milliards que verse l'Union européenne ?

Khalid Amayreh : Non, il n'a pas été entendu et n'est pas susceptible d'être entendu. La raison en est claire. Si l'Autorité palestinienne voulait vraiment et sincèrement combattre la corruption, elle devrait démolir l'appareil de l'Autorité palestinienne dans son ensemble parce que la corruption, sous ses diverses formes, n'est que l'autre face du régime de l'Autorité palestinienne. En fait, il y a une relation ombilicale entre l'Autorité palestinienne et la corruption. Cela peut paraître comme une exagération pour beaucoup, en particulier en Occident. Mais, ici, c'est tenu pour acquis. En bref, la corruption infeste tous les aspects de l'Autorité palestinienne tant et si bien que, seule, une révision approfondie et complète de l'Autorité palestinienne pourrait endiguer le fléau de la corruption.

Silvia Cattori : Quand le président de l'Autorité palestinienne, Mahmoud Abbas, demande aux autorités légitimes du Hamas (à Gaza) de reconnaître Israël comme condition préalable à la formation d'un gouvernement d'unité nationale, cela vous paraît-il normal ?

Khalid Amayreh : Non, ça ne l'est pas. Et il n'a pas le courage de le dire ouvertement devant un public palestinien. D'ailleurs, lui et son Autorité palestinienne ont reconnu Israël, il y a longtemps, et regardez ce qu'ils ont obtenu en retour ?

Silvia Cattori : L'Organisation de libération de la Palestine, (OLP) a reconnu Israël. Mais est-ce à son honneur ? Quelle est l'utilité de l'OLP ? A-t-elle encore une raison d'être ? Considérez-vous ses représentants au-dehors comme légitimes représentants du peuple palestinien ? Mahmoud Abbas ne se sert-il pas de l'OLP pour diviser les Palestiniens ?

Khalid Amayreh : L'OLP était un véritable représentant du peuple palestinien. Mais c'était à l'époque où l'OLP maintenait encore son intégrité nationale. Maintenant, à mon avis, l'OLP a perdu une grande partie sinon la totalité de son honneur national, ne serait-ce qu'en se livrant à des actes manifestes de trahison tels que la coordination dite de sécurité avec Israël. Certains Palestiniens appellent déjà l'Autorité palestinienne, la fille de l'OLP, un judenrat palestinien.

Silvia Cattori : Vos représentants à l'extérieur ne semblent pas préoccupés par les abus de l'Autorité palestinienne. Leila Shahid, représentante de la Palestine à Bruxelles continue de se référer à Oslo, aux négociations, et autres non-sens. Notons au passage que cette représentante de l'OLP est considérée, par exemple en France, comme la voix palestinienne légitime par des militants comme Dominique Vidal et Michel Warshavsky, avec lesquels Leila Shahid a donné des conférences en France pendant des années. Les Palestiniens s'attendaient-ils à ce que ces représentants démissionnent, en 2006, quand Abbas et son mouvement du Fatah ont perdu le pouvoir ?

Khalid Amayreh : C'est vraiment tragique, car ces gens sont censés défendre l'honneur du peuple palestinien, non pas soutenir et défendre aveuglément des politiques qui corrodent cet honneur au service d'Israël.

Mon impression est que ces personnes suivent le vieil adage « quand l'argent apparaît, les têtes s'inclinent » Je suis désolé que certains d'entre nous aient atteint ce niveau de dépravation.

Silvia Cattori : Quand le représentant palestinien à l' UNESCO, Elias Sambar, ou des membres de l'Autorité palestinienne, stigmatisent l' Iran — un des rares pays de la région qui dénonce Israël sans concession — ou

accusent la résistance musulmane palestinienne d'être « chiite » [9], expriment-ils l'opinion de la majorité de votre peuple ?

Khalid Amayreh : Je ne crois pas. Mon impression est qu'ils se livrent à ces déclamations stupides, afin de recevoir un certificat de bonne conduite des États-Unis et d'Israël. Sinon, on se demande quel intérêt les Palestiniens pourraient bien avoir à s'aliéner des millions de musulmans chiites du monde entier en appelant le Hamas « chiite ».

D'ailleurs, le Fatah et l'OLP n'ont-ils pas supplié à plusieurs reprises le chef du Hezbollah, cheikh Hassan Nasrallah, d'inclure les prisonniers du Fatah dans tout marchandage avec Israël touchant l'échange de prisonniers ? D'où l'hypocrisie de leur part.

Silvia Cattori : Autre réalité : la collaboration du Fatah avec le camp ennemi. Dans ces conditions, quand les Palestiniens entendent Abbas ou Fayyad parler de « libération de la Palestine », peuvent-ils les croire ?

Khalid Amayreh : Oui, je ne le sais que trop. C'est vraiment au-delà de la chutzpah [insolence] ; c'est une hypocrisie pornographique qui touche à la maladie mentale.

Silvia Cattori : Vous avez écrit que « le Front Populaire pour la Libération de la Palestine (FPLP) fonctionne beaucoup plus comme un parasite de l'Autorité Palestinienne soutenue par les États-Unis ». [10]. N'est-il pas triste de voir qu'à l'extérieur, les associations de solidarité et les groupes de gauche considèrent le FPLP comme un parti de gauche et, de ce fait, lui versent des collectes d'argent importantes ? Est-ce une bonne façon d'aider les Palestiniens dans leur ensemble ?

Khalid Amayreh : Le FPLP n'est plus ce qu'il était. Son alliance effective avec un Fatah soutenu par les États-Unis a plus ou moins miné sa réputation passée. Par exemple, le FPLP n'a pas adopté une attitude intransigeante vis-à-vis de la question de la coordination de la sécurité avec Israël. Je me souviens qu'il y a deux ans, un commandant de la sécurité de l'OLP a déclaré que « l'Autorité palestinienne et Israël ont un ennemi commun, c'est le Hamas », et le FPLP a gardé le silence face à cette apostasie nationale.

En outre, le FPLP est resté pratiquement silencieux et sans réaction face aux graves attaques de l'Autorité palestinienne contre la liberté d'expression, les droits humains et les libertés civiles en Cisjordanie ; pour de nombreux Palestiniens, cette attitude était impardonnable. Plus précisément, il y a une impression répandue en Palestine occupée que la direction du FPLP a maintes fois permis à la direction de l'Autorité palestinienne d'utiliser l'OLP, dont le FPLP est un membre fondateur, dans son épreuve de force avec le Hamas.

Néanmoins, la plupart des Palestiniens, y compris moi-même, continuent de considérer avec respect et admiration Ahmed Sadate, le chef emprisonné du FPLP. Nous espérons qu'il sera bientôt libéré des prisons sionistes.

Silvia Cattori : La Mosquée al-Aqsa est un lieu interdit à de nombreux Palestiniens. De nouvelles restrictions interdisent aux musulmans d'aller sur le site du Haram Al-Sharif. Après toutes les peines qu'ils ont endurées de l'occupation israélienne, n'est-ce pas là la plus cruelle des humiliations pour les Palestiniens ?

Khalid Amayreh : Oui, cela montre aussi qu'Israël refuse aux non juifs la liberté de religion. Comment qualifier autrement ces mesures draconiennes quand les gens venant de Paris ou de Los Angeles peuvent accéder à la mosquée al-Aqsa alors que les musulmans et les chrétiens palestiniens qui vivent seulement à quelques centaines de mètres de là se voient refuser le droit de se rendre et de prier dans leurs lieux saints respectifs ? Même les États les plus fascistes de l'histoire ne se sont pas engagés dans de telles mesures.

Silvia Cattori : Gaza demeure assiégée malgré les protestations de nombreux musulmans et non musulmans dans le monde. Les Palestiniens de Gaza peuvent-ils continuer de survivre sans secours extérieur ?

Khalid Amayreh : Les Palestiniens n'ont pas d'autre choix que de survivre. Les Palestiniens ont survécu en dépit de l'histoire parce qu'ils se sont, constamment et fiévreusement, agrippés à ce choix, si on peut appeler ça un choix. La seule alternative était la disparition ultime et l'effacement national.

Néanmoins, il ne fait aucun doute que le cauchemar permanent de Gaza est un stigmate de honte sur le front de la communauté internationale et sur la conscience de toute l'humanité.

Il est plus que regrettable que, alors qu'un peuple entier se voit violé, humilié, affamé, et torturé, les nations du monde regardent juste passivement comme si cet holocauste au ralenti avait lieu sur une autre planète ou dans une autre galaxie. Je ne peux vraiment pas trouver le mot juste pour décrire ce crime gigantesque d'apathie envers Gaza. Maintenant, je comprends pourquoi beaucoup de gens se taisaient quand les nazis faisaient ce qu'ils faisaient en Europe au cours de la Seconde Guerre mondiale.

Khalid Amayreh

[1] Khalid Amayreh, né en 1957 à Hébron, a fait ses diplômes universitaires aux États-Unis : baccalauréat en journalisme à l'Université de l'Oklahoma, 1982 ; maîtrise en journalisme à l'Université de Southern Illinois, 1983. Pendant longtemps, sa vie ne fut pas facilitée par le fait qu'il était le plus souvent confiné par les autorités militaires israéliennes dans son village de Dura, près d'Hébron, où il réside actuellement. Il anime le site internet [Exposing Israel](#).

[2] A propos de citation mensongèrement attribué à Mahmoud Amadinejad « rayer Israël de la carte », voir : « [Comment Reuters a participé à une campagne de propagande contre l'Iran](#) », Réseau Voltaire, 14 novembre 2005.

[3] [Sarkozy, Israël et les juifs](#), par Paul -Eric Blanrue, Oser Dire (Marco Pietteur Eds), 2009.

[4] Cana est un village situé au sud du Liban, où Jésus aurait changé l'eau en vin. De nombreux civils libanais, qui avaient trouvé refuge dans un camp de l'ONU pour fuir les combats, y ont été tués par l'artillerie israélienne, le 18 avril, 1996. Un second massacre y eut lieu le 30 juillet 2006, lorsqu'Israël bombardait un refuge de civils.

[5] « [Press conference with Benjamin Netanyahu and Angela Merkel](#) », Voltaire Network, 18 janvier 2010. « [Les relations d'Angela Merkel avec Israël empêchent la solution du conflit au Proche-Orient](#) », par Judy Dempsey ; et « [L'Allemagne et Israël viennent-ils de signer des accords secrets ?](#) », par Karl Müller, Réseau Voltaire, 8 février 2010.

[6] « [À quand l'État palestinien ?](#) » Tribune libre de Bernard Kouchner et Miguel Angel Moratinos, Réseau Voltaire, 23 février 2010.

[7] « [Europe should speak to Hamas now](#) », par Khalid Amayreh, novembre 2008. Version française : « [L'Europe devrait parler au Hamas, maintenant](#) », Ism, 16 novembre 2008.

[8] « [Hedonism in Ramallah](#) », par Khalid Amayreh, 18 février 2010. Version française : « [Hédonisme à Ramallah](#) », Ism, 20 février 2010.

[9] « [La menace chiite en Palestine, entre phobies et propagandes](#) », par Jean-François Legrain, CNRS, Groupe de Recherches et d'Études sur la Méditerranée et le Moyen-Orient, 1er octobre 2009.

[10] « [What is wrong with PFLP ?](#) », par Khalid Amayreh, 16 octobre 2008. Version française : « [Qu'est-ce qui ne va pas avec le FPLP ?](#) », Ism, 18 octobre 2008.

Khalid Amayreh

11 mars 2010

Traduit de l'anglais par JPH.

<http://www.voltairenet.org:80/article164424.html>

2 Annexe

2-1 "Les frontières de 1967 demeurent la référence de base".

PS : La publication de l'article ne signifie nullement que la rédaction partage le point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information .

Chef de l'Etat juif depuis juillet 2007, Shimon Pérès, 87 ans, a été premier ministre travailliste d'Israël à trois reprises. Il a accordé un entretien au Monde peu avant l'annonce de la reprise des négociations de paix indirectes.

[Israël donne parfois le sentiment de préférer le processus de la paix à la paix elle-même...](#)

C'est injuste. Nous essayons de négocier avec les Palestiniens, dans le cadre d'un processus. Mais il y a une autre idée importante, c'est qu'une nation doit être construite et non pas être seulement négociée. Si les Palestiniens avaient utilisé les seize années depuis les accords d'Oslo pour construire, leur situation aujourd'hui serait bien meilleure. Ils n'ont construit ni économie ni institutions. Ce n'est qu'à présent qu'ils s'y mettent, depuis environ un an, en parallèle aux négociations, et avec notre soutien. Les Américains aident les Palestiniens à constituer une force qui fera respecter la loi et l'ordre. De notre côté, nous supprimons des check-points. Donc en dépit des récriminations sans fin, les choses changent. Alors qu'il y a un arrêt des négociations, il y a un début de construction.

Vous avez été l'un des principaux architectes des accords de paix d'Oslo, en 1993. Que reste-t-il de l'"esprit d'Oslo" ?

Les fondations d'Oslo sont toujours là. Sans elles il n'y aurait aujourd'hui aucune base pour la paix. Désormais, quoi qu'il se passe, les frontières de 1967 demeurent la référence de base. La revendication d'un Etat palestinien dans les frontières de 1967 est donc née à Oslo. A l'époque, Yasser Arafat a, en outre, annoncé qu'il renoncerait à la violence, au profit des négociations politiques. Sans cette décision, il n'y aurait pas d'Autorité palestinienne : tous les Palestiniens seraient à l'image du Hamas. Enfin, il y a eu la reconnaissance d'Israël en tant qu'Etat juif. La question qu'il faut se poser c'est ce que serait aujourd'hui la situation sans Oslo : Israël serait complètement en charge et responsable des territoires palestiniens, ce qui serait une catastrophe, pour nous comme pour les Palestiniens.

[L'objectif est-il de créer deux Etats, dont un Etat palestinien ayant pour capitale Jérusalem ?](#)

Ce sont là les questions à négocier. Les Palestiniens doivent faire leur part du chemin. C'est un donnant-donnant. Aujourd'hui, il y a quatre questions essentielles sur la table : les frontières, la sécurité, Jérusalem et les réfugiés. Ce sont les Palestiniens qui ont insisté pour que la première question à négocier soit celle des frontières, et donc de la sécurité.

S'agissant de Jérusalem, Israël a donné son accord pour que l'on ne construise pas dans la vieille ville, et que l'on ne change pas la situation sur le mont du Temple (que les Palestiniens appellent l'esplanade des Mosquées).

Nous avons un problème à propos de différents quartiers autour de Jérusalem, qui n'ont rien à voir avec les lieux saints. Il y a des quartiers juifs, d'autres arabes. Israël a donné son accord à la proposition de Bill Clinton, selon laquelle les quartiers juifs feraient partie de l'Etat juif et les quartiers arabes feraient partie de l'Etat palestinien. Le problème est qu'il y a des zones mixtes. Nous pensons que l'on peut avoir un accord amiable sur ce point, plutôt qu'une distinction absolue et négative, qui ne serait pas respectée. Nous avons donc une base pour démarrer. Quant au résultat final, il dépendra des négociations, et personne ne s'engagera avant.

Que penser de l'idée de certains pays européens de proclamer un Etat palestinien ?

Que les Palestiniens n'en veulent pas. Ils disent qu'ils veulent d'abord savoir ce que seront les frontières de cet Etat. Si vous déclarez (unilatéralement) un Etat palestinien, quel résultat aura une telle déclaration ? Je

rappelle que nous avons offert aux Palestiniens un Etat avec des frontières provisoires, ce qu'ils ont rejeté. Ce que proposent les Européens va donc à l'inverse des priorités des Palestiniens.

La solution d'un seul Etat pour deux peuples est-elle irréaliste ?

Totalement. Il n'y a pratiquement aucun pays au monde ayant deux peuples qui puissent vivre en paix dans un seul pays. Cela ne peut pas marcher. Nous ne voulons pas un Etat binational, nous voulons qu'il y ait un Etat palestinien. Nous ne nous sommes pas créés pour abriter un autre peuple, cela va à l'encontre de tout ce que nous défendons. Nous ne le voulons pas pour des raisons démographiques, mais aussi morales. Plus vite les Palestiniens auront un Etat, et plus vite nous aurons de meilleurs voisins.

Mais la Cisjordanie représente 12 % de la Palestine historique, contre 22 % en 1967.

De quel Etat s'agit-il ?

Ce n'est pas la question de la taille d'un Etat qui compte, mais le niveau de son développement. La viabilité d'un Etat dépend de la modernité de son économie, pas de son agriculture ni de sa terre. Nous ne sommes pas fous : nous ne voulons pas avoir un Etat palestinien qui souffrirait. Nous voulons un Etat palestinien heureux, indépendant et qui nous respecte.

Le Proche-Orient fait-il face à de nouveaux dangers ?

Oui, car nous sommes confrontés à de nouvelles ambitions. Les Perses veulent de nouveau contrôler le Proche-Orient. Que ce soit pour des motifs religieux importe peu. La plupart des Arabes en sont profondément préoccupés. Ils ont peur d'une agression de l'Iran, et ils ne savent pas quoi faire. Quelques-uns se dressent ouvertement contre l'Iran, comme le président égyptien Hosni Moubarak, les Jordaniens et, de temps en temps, les Saoudiens. Israël n'est plus le principal problème pour eux, c'est l'Iran, qui utilise le conflit israélo-arabe comme une excuse pour ses ambitions.

Les pays arabes espèrent, au fond, que nous ferons quelque chose pour arrêter les Iraniens. Ils ne le diront jamais ouvertement bien sûr. Mais aujourd'hui, les contacts secrets sont plus importants que les contacts diplomatiques.

Le vrai danger au Proche-Orient, c'est la terreur. L'Iran a aujourd'hui deux agences de terreur : le Hezbollah et le Hamas. Ils ont divisé le Liban et divisé les Palestiniens. Le Hezbollah ne permet pas au Liban de revenir vers la paix, et le Hamas - pas nous ! - ne permet pas aux Palestiniens d'avoir un Etat.

Propos recueillis par Laurent Zecchini

Article paru dans l'édition du 10.03.10

http://www.lemonde.fr/proche-orient/article/2010/03/09/le-president-israelien-shimon-peres-les-frontieres-de-1967-demeurent-la-referance-de-base_1316558_3218.html#ens_id=1228030

2-2 Colonisation à Jérusalem-est: les condamnations pleuvent sur Israël.

Une "insulte" selon les Arabes, un "crachat" au visage de Washington d'après la propre presse israélienne: les condamnations ont plu sur Israël après l'annonce de la construction de 1.600 logements à Jérusalem-est annexé, en pleine tentative de relance du processus de paix.

Ce feu vert à la poursuite de la colonisation --sujet actuellement le plus sensible sur le dossier proche-oriental-- est intervenu mardi en pleine visite du vice-président américain Joe Biden, dont le pays vient d'arracher une reprise de négociations indirectes entre Israël et les Palestiniens.

"La décision du gouvernement israélien (...) sape (...) la confiance dont nous avons besoin maintenant afin de commencer et produire des négociations fructueuses", a estimé mercredi M. Biden à Ramallah (Cisjordanie), au côté du président palestinien Mahmoud Abbas.

Se félicitant de la réaction américaine, la partie palestinienne a avancé que l'attitude de l'Etat hébreu menaçait les négociations.

M. Abbas a accusé Israël de "détruire la confiance" et de porter "un coup sévère" aux tentatives de reprise de dialogue entre les deux camps.

"Nous voulons voir (les) déclarations, en particulier américaines, se traduire dans les faits afin de contraindre Israël à arrêter les activités de colonisation", a pour sa part plaidé le principal négociateur palestinien Saëb Erakat.

Sollicité par M. Abbas, le secrétaire général de la Ligue arabe Amr Moussa a évoqué "une insulte" atteignant "un point qu'aucun Arabe ne peut accepter".

Une réunion était prévue mercredi soir au Caire pour apporter "une réponse claire", a annoncé le Premier ministre du Qatar Hamad ben Jassem Al-Thani.

En Israël, l'annonce de mardi a été vertement critiquée, jusqu'au sein du gouvernement. Via un communiqué de son bureau, "l'entourage" du ministre travailliste de la Défense Ehud Barak a exprimé sa "colère".

La presse israélienne s'est déchaînée.

Interrogé à la radio, l'un des éditorialistes vedettes du Yediot Aharonot, premier quotidien en Israël, Shimon Schiffer, a parlé de "crachat au visage de Biden".

M. Biden "était venu pour tenter de faire passer le courant entre Jérusalem et la Maison Blanche, lever les doutes", déplorait le quotidien Maariv, le Haaretz (gauche) parlant d'"une gifle qui retentit dans le monde entier" à propos de la condamnation par M. Biden du projet.

A l'ONU, le secrétaire général Ban Ki-moon a joint sa voix aux condamnations de l'Union européenne, Paris et Berlin.

Cette décision est "inacceptable au vu de l'annonce récente de la reprise de négociations indirectes, selon l'Allemagne, "totalement inopportune" et "illégal" selon la France.

M. Ban "répète que les colonies sont illégales aux termes de la loi internationale (...), et mine tout mouvement en vue d'un processus de paix viable", a rapporté un communiqué.

La Norvège, qui avait secrètement accueilli au début des années 1990 des pourparlers de paix israélo-palestiniens, lesquels avaient débouché en 1993 sur les accords d'Oslo, a estimé qu'Israël mettait les "avancées" du processus de paix en danger.

Le ministère israélien de l'Intérieur a approuvé mardi la construction de 1.600 nouveaux logements dans un quartier de colonisation habité par des juifs ultra-orthodoxes dans le secteur oriental de Jérusalem, peuplé en majorité d'Arabes et annexé par Israël en 1967. La communauté internationale ne reconnaît pas cette annexion.

11/3

http://www.google.com/hostednews/afp/article/ALeqM5hfxkvv2_-JrfIli8Mg5U2DsU8SLg

2-3 Israël défend le droit d'arrêter les étrangers en Cisjordanie !!!

PS : La publication de l'article ne signifie nullement que la rédaction partage le point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information .

L'état a argué mardi que les Forces de Défense d'Israël ont le droit de faire des arrestations en zone A sur les bases d'un ordre de 1970 qui ne permet pas à des personnes non-autorisées de rester là pendant plus de 48 heures sans permission de la commanderie militaire.

L'état a donné l'argument à la Cour du District de Tel Aviv en défense de la décision d'arrêter Ariadna Jove Marti et Bridgtte Chappell, deux activistes internationales, à Bir Zeit près de Ramallah le mois dernier.

Marti, qui est d'Espagne, et Chappell, d'Australie, avaient été arrêtées le 7 février en zone A, qui est sous le plein contrôle Palestinien. Elles avaient été arrêtées et immédiatement expulsées d'Israël mais un appel de la Cour Suprême a permis leur libération.

A la cour mardi, les avocats Omer Shatz et Yiftah Cohen ont argué dans leur appel que l'Etat d'Israël n'ont aucune autorité à propos de sujet civils en zone A, et donc que l'arrestation des deux activistes était illégale - et qu'elles devraient être permises de retour à Ramallah.

Pour sa part, l'état a dit que Marti et Chappell appartiennent au Mouvement de Solidarité International, une organisation "qui supporte une idéologie qui est anti-Sioniste, pro-Palestinienne et universellement révolutionnaire." L'état a maintenu : "Les activistes de l'organisation sont impliquées dans des activités contre les forces de sécurité dans des zones de friction entre la Judée et la Samarie et Jérusalem Est."

Les deux ont "tiré avantage de leurs visas de touriste afin de pouvoir participer à des manifestations en zones de friction", a argué l'état.

Durant des délibérations plus tôt cette semaine devant le Juge Oded Mudrik, des représentants du Shin Bet ont demandé à présenter des informations classées sur les deux activistes. Le juge a rejeté la requête et a dit que le matériel était "hors de propos" de la décision d'expulser les deux, comme leurs activités ne posent pas une menace contre la sécurité.

A une étape suivante, l'état a présenté un ordre militaire de 1970 qui permet l'entrée en Judée et en Samarie mais interdit de faire de ces zones un lieu de résidence, temporaire ou permanent, ou pour plus de 48 heures "à moins que la commanderie militaire permette eci personnellement."

L'état a argué que les deux activistes n'avaient pas reçu une telle permission.

Dans sa réponse, l'état n'a pas répondu à l'argument que Bir Zei est en zone A.

Mudrik a ordonné que l'expulsion soit retardée de sept jours supplémentaires afin que les deux puissent faire appel contre l'ordre à la Cour Suprême.

Source : Haaretz,

Traduction : Monique Poupon

24 mars 2010

, <http://palsolidarity.org/2010/03/11878>

2-4 Maintenir l'impunité d'Israël : complicité de crime.

16 mars

LE 13 AVRIL 2010 A PARIS, NON A PERES ET A UNE PROMENADE BEN GOURION!

Le dernier épisode des relations entre les USA et Israël est une pantalonnade tragique. Nétanyahou choisit la visite de Joe Biden pour annoncer une (petite) partie des projets d'annexion de Jérusalem-Est, et, dans un second temps, fait mine de s'excuser du moment choisi pour mieux maintenir la décision. Joe Biden, qui semble avoir comme unique objectif de convaincre Israël de ne pas attaquer l'Iran, se déclare satisfait des excuses pour la faute de goût commise.

La Présidence d'Obama voudrait humilier Mahmoud Abbas et pousser à la désespérance ceux qui avaient cru un temps que le discours du Caire signifiait un tournant réel de la politique étatsunienne qu'elle ne s'y prendrait pas autrement. D'autant que pendant ce temps Gaza vit toujours un blocus assasin. La transparente israélien, n'envisage pas pour autant de proposer au Conseil Européen de se respecter lui-même et de suspendre l'accord d'association avec Israël.

En France, l'hypothèse Kouchner d'une proclamation de l'Etat palestinien sans indication de limites n'a aucun sens: comme l'a dit un éditorialiste, il invente l' "Etat sans frontières".

Aujourd'hui, la décence impose d'engager de véritables sanctions contre l'intransigeance israélienne, contre les responsables des crimes de guerre, d'exiger des entreprises françaises et européennes qu'elles se retirent des investissements en Israël sous peine de retrait des commandes publiques (ce que nous demandons au travers de la campagne Boycott Désinvestissement, Sanctions).

C'est ce moment précis que choisit la municipalité Delanoë pour annoncer l'inauguration d'une promenade Ben Gourion à Paris avec Pérès comme invité d'honneur! Nous voulons croire qu'elle va se rendre compte de la signification politique d'un tel projet : Pérès qui préside aujourd'hui la poursuite de l'annexion par la colonisation, invité à Paris pour rendre hommage à Ben Gourion le père fondateur de cette même politique: l'homme de la Naqba et de l'épuration ethnique de la Palestine : Voilà bien un programme digne de Paris, "Capitale des Lumières" !

L'UJFP s'adresse solennellement au Conseil de Paris pour qu'il renonce à son projet. Elle appelle toutes les organisations démocratiques à exprimer fortement cette exigence, en organisant une mobilisation importante au cas où la municipalité persisterait dans cette provocation.

Communiqué de l'UJFP

Bureau national de l'UJFP

16-03-

Source : UJFP

<http://www.ujfp.org/...>

3 Pièce jointe

3-1 La valise ou le cercueil pour les Palestiniens : la vision de la paix selon Israël.

« Hashem (Le nom qu'on ne peut pas prononcer ou Dieu) a parlé à Moïse dans les plaines de Moab, près du Jourdain, à Jéricho, disant : « parles aux enfants d'Israël et dis-leurs : quand vous traverserez le Jourdain pour entrer dans la terre de Canaan, vous devez chasser devant vous tous les habitants du pays, et vous devez détruire toutes leurs idoles en pierre et toutes leurs statues en bronze ! Et tous leurs lieux de culte vous devez démolir.

Vous devez vous approprier la terre et vous y installer. Car je vous ai donné cette terre comme votre propriété. Mais, si vous ne chassez pas devant vous tous les habitants de cette terre, ceux que vous laisserez seront des aiguilles dans vos yeux et des épines dans vos flancs et ils vous harcèleront dans la terre où vous serez installés. » Tenach (Bible) BaMidbar (Les Nombres), Chapitre 33:50-53, et 55.

Selon toute la communauté internationale, à laquelle se réfèrent souvent les pays les puissants de ce monde- et une batterie impressionnante de résolutions des Nations-Unies, acceptées par tous les pays membres du Conseil de Sécurité comme de l'Assemblée générale de cette organisation internationale exprime sans ambiguïté l'unanimité de cette communauté- , Jérusalem-Est, tout comme ,d'ailleurs les territoires colonisés par Israël à l'occasion de ses différentes guerres d'agression contre le peuple palestinien ou les pays voisins, est considérée comme un territoire illégalement et illégalement occupé par Israël, et dont elle ne peut modifier ni la consistance physique, ni la composante humaine.

Israël, état théocratique, déguisé dans les atours d'une démocratie moderne

En défiance délibérée de la position de cette communauté internationale, qui représente la légitimité et la légalité internationales auxquelles tous les pays membre du concert des nations modernes sont tenus, Israël vient, une fois de plus, de prouver, s'il le fallait encore, que, comme incarnation du Sionisme, elle n'est pas prête à renoncer à son rêve de vider la Palestine historique de toute population non-juive sans du même coup commettre un acte de grand sacrilège et faire son deuil de l'idéologie fanatique extrémiste qui , suivant ses tenants, lui donne, ainsi qu'à toutes ses actions, une légitimité de caractère divin, échappant aux lois des hommes.

Le Sionisme, idéologie religieuse, fanatique, violente et passéiste, s'il en fut, et qui se pare de tous les atouts et tous les atours de la modernité, est un phénomène unique dans les annales de l'histoire du monde.

Cette idéologie n'a jamais fait secret de son objectif de réaliser, sur ordre divin, un état théocratique, -déguisé avec grande habileté dans les atours d'une « démocratie avancée moderne » et, suivant ses tenants « partageant avec l'Occident toutes ses valeurs fondées sur le respect de la personne humaine »- au profit exclusif d'un groupe religieux, et de liquider physiquement la population palestinienne non juive comme l'exige la Bible, le livre saint dont elle tire sa justification et son inspiration. (Voir en exergue la citation de la Bible que rappellent fréquemment les tenants du Sionisme.)

Le Sionisme, idéologie génocidaire

Tout individu a droit à la liberté d'opinion et d'expression, ce qui implique le droit de ne pas être inquiété pour ses opinions et celui de chercher, de recevoir et de répandre, sans considérations de frontières, les informations et les idées par quelque moyen d'expression que ce soit.

" Déclaration Universelle des Droits de l'Homme - Article 19